



R **a** **P** **p** **o** **r** **t**
A **n** **n** **u** **e** **e**

2025-2026



Les membres apprécient, avant tout, le rôle rassembleur de la CTF/FCE, qui crée un espace collaborateur et de solidarité entre les organisations membres. Ceci renforce notre voix collective pour défendre l'éducation publique à l'échelle nationale.
Lillian Klausen, la Manitoba Teachers' Society
Membre du Bureau de direction de la CTF/FCE.

"Seeing the Board members turn out in force to support our "Beyond Quick Fixes" panel showed the strength in numbers that the CTF/FCE provides to Member Orgs across the country."
Clint Johnston - president, CTF/FCE

During these uncertain times, it is crucial for organizations to unite and support each other. It is by supporting each other that we can accomplish great things.



Public education opens doors for every child, in every community. So those speaking out and standing strong - know that your commitment is shaping a better future. We stand together.
- Heidi Ryder, New Brunswick Teachers Association, CTF/FCE Board

CTF/FCE continues to stand up for equity, inclusion, and opportunity for every student. Thank you for your leadership, solidarity, and unwavering commitment to the future of our communities.
Jill Swaan
Manitoba Teachers' Society

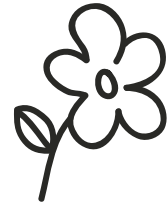


CTF/FCE is the essential national voice of teachers.
OTF/FEO is proud to be a part of the great work that CTF/FCE provides. Solidarity!
Chris Couley, OTF President

Grâce à la FCE et à son plaidoyer continue en faveur du Programme national d'alimentation scolaire financé par le gouvernement fédéral, le tout s'est concrétisé. Je suis fier de cette réalisation parmi d'autres de la FCE!
Anne Lavoie
Association des enseignantes et des enseignants francophones
membre du CTF de la FCE



The foundation of a thriving, democratic and equitable society is high quality public education.



Being part of the CTF/FCE as ^{teacher} member organizations enables sharing of challenges and solutions while standing in solidarity to protect and strengthen publicly funded public education from coast to coast.
Connie Keating, NBTA, CTF/FCE VP

Les données du sondage Parachute nous appuient dans nos revendications et nous donnent un portrait réel de la situation au niveau de l'éducation financée par les fonds publics d'un bout à l'autre du pays. C'est une mine d'or!
- Gabrielle Lemieux, Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens, membre du Conseil d'Administration de la CTF/FCE.

"It is purely about the cross-country relationships for me. I am a better educator, unionist, $\frac{1}{2}$ person as a result."

- Trent Langdon,
Newfoundland & Labrador Teachers' Assoc.
CTF-FCE Board Member

Public education depends on the collective strength of teachers and education workers standing together to protect the conditions that make learning possible. When we are united and in solidarity, we are not only supporting each other - we're defending a strong, safe, and equitable public education system for all students. Amber Mitchell BCET

For a small teacher organization such as ours knowing that the CTF/FCE works to support and strengthen public education for all organizations across the country is very important to our members. We do not have to go it alone!

Andy Doran
PEITF
CTF/FCE Board Member

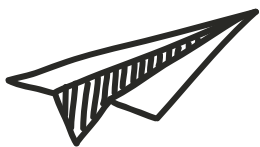


Table des matières

6	La CTF/FCE en bref
8	Message du président
13	Message de la directrice générale sortante
16	Gouvernance
18	Bureau de direction
20	Conseil d'administration
22	Comités du Conseil
23	Comités consultatifs et groupe de travail
26	Rapport d'étape de l'équipe : Bilan de l'année
26	Plan stratégique (2024-2029)
27	Objectif stratégique 1 : Appuyer les organisations membres et associées
33	Objectif stratégique 2 : S'imposer comme une voix forte et reconnue
36	Objectif stratégique 3 : Renforcer et défendre l'éducation publique
43	Objectif stratégique 4 : Favoriser les liens et la collaboration
46	Évènements
52	Le personnel de la CTF/FCE
56	Résolutions-directives
61	Rapport financier
64	Prix et hommage

Organisations membres



Newfoundland and Labrador
Teachers' Association



Prince Edward Island
Teachers' Federation



Nova Scotia
Teachers Union



NBTA



OSSTF/FEESO
PROTECTING AND ENHANCING PUBLIC EDUCATION



ETFO FEEO



ONTARIO ENGLISH
Catholic
Teachers
ASSOCIATION



THE
MANITOBA
TEACHERS'
SOCIETY



LA FÉDÉRATION DES
ENSEIGNANTES
ET ENSEIGNANTS
DE LA SASKATCHEWAN



The Alberta
Teachers' Association



Association
des professionnels
de l'éducation
du Yukon



Organisations associées



New Brunswick
Teachers' Federation
Fédération des enseignants
du Nouveau-Brunswick



Fédération des enseignantes et
des enseignants de l'Ontario
Votre voix. Votre force.

La CTF/FCE en bref

La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE)

La CTF/FCE est la plus grande alliance bilingue d'enseignantes, d'enseignants et d'autres membres du personnel de l'éducation qui, ensemble, renforcent l'éducation publique au Canada.



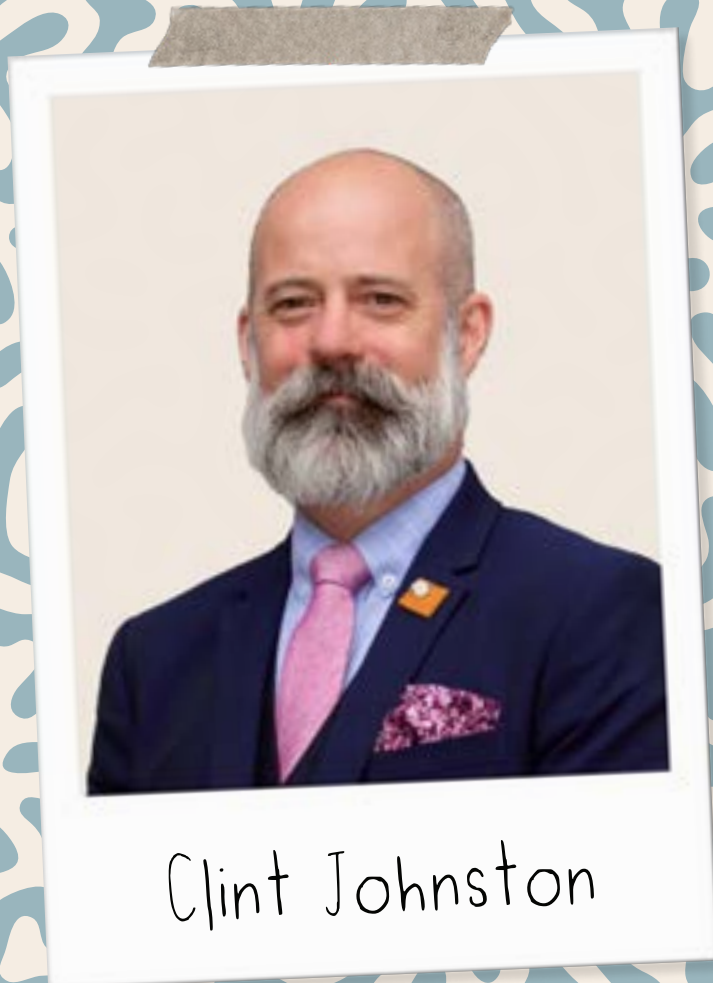
Notre raison d'être

Unir les organisations de l'enseignement des provinces et des territoires sous une bannière nationale pour promouvoir et défendre avec force l'éducation publique, les droits des travailleurs et travailleuses, et la justice sociale dans le secteur de l'éducation.

Notre vision

Un Canada où tous les enfants ont un accès équitable à une éducation publique de qualité.





Clint Johnston

Message du président

Lorsque je repense à ma première année en tant que président de la CTF/FCE, une citation de Dieter Uchtdorf me vient toujours à l'esprit : (traduction libre) « C'est notre réaction face à l'adversité, et non l'adversité elle-même, qui détermine comment se déroulera notre vie. »

L'année qui se termine a amené son lot d'adversités que nous avons affrontées ensemble, qu'il s'agisse de problèmes individuels quotidiens dans nos écoles ou d'enjeux collectifs que nous avons vu émerger à l'échelle nationale ou internationale. Non seulement l'éducation publique demeure dans une situation critique et précaire, mais une menace grandissante pèse sur la fibre démocratique même de nos communautés locales, nationales et mondiales. Jamais le travail que nous menons chaque jour n'aura été aussi essentiel pour protéger les droits et les normes que nous avons depuis longtemps tenus pour acquis. Nous avons toujours vu la société progresser — lentement, de manière imparfaite et inéquitable, certes, mais toujours vers l'avant. Nous faisons aujourd'hui face à la très réelle possibilité d'assister à un recul. En dépit de ce contexte préoccupant, je garde les mots de Dieter à l'esprit et je peux dire que ça a été un privilège que de voir par moi-même les réactions de nos membres d'un bout à l'autre du pays.

Quand j'assiste à des assemblées annuelles et que je m'entretiens avec nos membres, leur réaction est unanime : il faut continuer à se battre pour ce que l'on sait possible et juste, tant sur le plan individuel que collectif. Les témoignages de luttes, de réussites et de détermination face à l'adversité inspirent l'action politique que je mène en leur nom. Ce sont ces vérités, plus que n'importe quel chiffre, qui touchent les décideurs.

C'est un privilège de travailler aux côtés de nos organisations provinciales et territoriales pour défendre la mission essentielle du personnel de l'éducation, et d'ainsi soutenir l'éducation publique et le rôle fondamental qu'elle joue dans notre

démocratie. Ensemble, nous pouvons mettre notre force collective à profit et unir nos voix pour que l'éducation publique tienne sa promesse envers la prochaine génération de Canadiennes et Canadiens en leur assurant un avenir prospère.

INSTABILITÉ POLITIQUE

Chaque fois que j'ai pris la parole cette année, j'en suis revenu aux mêmes grands enjeux qui marquent notre profession : la concentration constante du pouvoir politique, l'érosion des normes démocratiques, les violations accrues des droits de la personne et les pressions économiques croissantes avec lesquelles doivent composer les travailleurs et travailleuses. Ce qui n'était au début qu'une lente érosion des normes démocratiques et des valeurs civiques a rapidement dérapé et nos milieux scolaires ne sont pas épargnés. L'école est intrinsèquement liée à sa communauté : elle en est un microcosme. Elle est ainsi de plus en plus aux prises avec des enjeux sociétaux, qui ne relèvent pas uniquement du domaine de l'éducation.

Malheureusement, les élèves se sont accoutumés à la violence générée par un discours social toujours plus toxique et agressif. Nous sommes de plus en plus souvent témoins, voire victimes, de comportements violents au travail — chose qu'on ne devrait jamais tolérer. Le prix à payer, tant sur le plan physique que mental, ne facilite en rien la rétention et le recrutement des enseignantes et enseignants, qui portent un système en difficulté à bout de bras. La crise s'aggrave de jour en jour alors que le personnel de l'éducation doit en faire plus avec moins.

Les investissements en éducation n'augmentent jamais au même rythme que les dépenses — et on ne parle même pas ici des coûts sociaux et émotionnels de la complexité croissante de notre réalité professionnelle. Pour que l'éducation publique canadienne tienne sa promesse, les



gouvernements (tous paliers confondus) doivent reconnaître la nécessité de revoir le financement à la hausse pour s'attaquer aux enjeux qui pèsent sur notre profession.

Placé sous le signe de la solidarité, notre appel au changement se fait de plus en plus pressant. Mises ensemble, nos 370 000 voix enjoignent aux gouvernements d'agir et de rendre des comptes. Même si les choses semblent parfois avancer en dents de scie, nous allons irrémédiablement de l'avant.

SOLIDARITÉ

En parlant d'aller de l'avant, nous continuons à militer en faveur des droits de la personne, de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, notamment dans le milieu de l'éducation, à l'échelle nationale et internationale. En Saskatchewan, la politique gouvernementale visant les jeunes transgenres viole les droits fondamentaux. La CTF/FCE conserve son statut d'intervenante aux côtés d'autres organisations syndicales dans cette affaire qui sera portée devant la Cour suprême du Canada en 2027. Nous continuerons à défendre les droits de la personne contre l'utilisation injustifiée de la disposition de dérogation. Nous ne pouvons accepter que les droits des Canadiennes et des Canadiens soient tributaires de lubies politiques.

Soutenir l'ATA et dénoncer l'utilisation éhontée de la disposition de dérogation au Canada

L'une des plus flagrantes et scandaleuses attaques subies par l'éducation publique et le corps enseignant a été le recours par le gouvernement albertain à la disposition de dérogation pour faire adopter le projet de loi 2, et ainsi priver nos collègues de l'Alberta Teachers' Association (ATA) de leur droit de grève. La capacité de négocier collectivement est l'une des protections fondamentales dont bénéficient les travailleuses et travailleurs face à la lutte inégale qui oppose l'employeur au personnel (à plus forte raison quand l'employeur est le gouvernement lui-même). Priver les travailleurs et travailleuses de ce droit les place à la merci du bon vouloir du gouvernement — chose que nous n'accepterons jamais. Nous

continuerons à soutenir l'ATA de toutes les façons possibles dans sa lutte contre ce recours tout à fait scandaleux à la disposition de dérogation.

À L'ÉCOUTE DE NOS MEMBRES, PARTOUT AU CANADA

L'un des aspects les plus enrichissants de mon travail est sans doute d'avoir l'occasion de rencontrer directement les adhérentes et adhérents de nos organisations membres dans chaque province et territoire, notamment lors des assemblées annuelles. Cela me permet de les informer du travail que nous faisons à la CTF/FCE, mais surtout d'échanger avec elles et eux. Que ce soit lors d'une AGA ou durant les activités de réseautage connexes, ces rencontres amènent une dimension humaine qui renforce et élargit la portée de l'action politique que nous menons en nous basant sur des données, et complètent le travail de nos organisations membres et associées à l'échelle locale. Veiller à ce que les adhérentes et adhérents se reconnaissent dans ce que nous faisons à l'échelle nationale est ce qui rend notre travail de représentation si important, et c'est un véritable privilège de le faire.

SUR LA SCÈNE MONDIALE

Sommet mondial sur les enseignants de l'UNESCO

Le Sommet nous a permis de contribuer à l'élaboration du [Consensus de Santiago](#), un vaste cadre qui fournit des orientations sur les investissements durables nécessaires pour répondre à une pénurie mondiale d'environ 45 millions d'enseignantes et enseignants. Le panel sur l'IA en éducation a été l'occasion de faire connaître à l'échelle mondiale le travail de recherche de la CTF/FCE ainsi que des expériences vécues de membres du personnel enseignant. Le Sommet s'est notamment conclu sur la reconnaissance officielle de la relation enseignant-apprenant comme faisant partie du patrimoine commun de l'humanité — l'IA et les autres technologies n'étant que des aides à l'enseignement humain, qu'elles ne sauraient en aucun cas remplacer.



Conférence mondiale de l'Internationale de l'Éducation sur l'intelligence artificielle

Dans la veine du Sommet mondial, la Conférence mondiale de l'Internationale de l'Éducation (IE) sur l'intelligence artificielle, qui s'est déroulée en décembre 2025, a été l'occasion de rencontrer des collègues du monde entier pour parler des répercussions de l'IA sur l'éducation publique. La CTF/FCE, qui y était représentée tant par des membres de la direction que du personnel, a présenté son point de vue sur la question et a pu mieux cerner les besoins qui évoluent rapidement sur le terrain. La Conférence a confirmé la position de chef de file international de la Fédération dans ce domaine et a permis de garantir que les membres du personnel de l'éducation au Canada restent au cœur de la recherche et de l'élaboration de pratiques relatives à l'IA en éducation.

Sommet international sur la profession enseignante

En mars, j'ai participé au Sommet international sur la profession enseignante (SIPE) à Tallinn, en Estonie. La CTF/FCE faisait partie de la délégation canadienne aux côtés de notre homologue, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), et du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC]. Ce sommet a été l'occasion de renforcer nos liens avec la direction de la CSQ, et par là même, nos collègues francophones du Québec, et d'ainsi nourrir la solidarité qui nous portera lors des combats qui nous attendent.

Nous avons tiré pleinement parti de chacune des séances thématiques, auxquelles nous avons participé activement pour faire en sorte que la voix des enseignantes et enseignants du Canada soit entendue tout au long du Sommet. En présence de ministres et de dirigeantes et dirigeants syndicaux exerçant une influence à l'international, il était important de faire part des réussites et des défis très concrets avec lesquels les membres du personnel de l'éducation sont aux prises partout au pays. Le travail de nos membres mérite d'être connu dans le monde entier, tout comme la réalité des écoles et des communautés canadiennes.

Lors de la séance de clôture de chaque Sommet international sur la profession enseignante, les délégations des pays participants sont invitées à prendre trois engagements. La CTF/FCE et la CSQ ont été déçues de voir que cette année, la présidente du CMEC et chef de la délégation canadienne, la ministre Lebel, s'est quant à elle contenté de présenter des « priorités/énoncés ».

LE POUVOIR DE LA MOBILISATION



+ de 18

rencontres avec des parlementaires et des membres du gouvernement fédéral



43 réunions et événements

pour représenter le personnel de l'éducation au Canada et dans le monde

(y compris les assemblées annuelles, les manifestations, les conférences et divers événements des OM/OA)



+ de 31

prises de parole

(y compris des entrevues dans les médias, des balados, des panels, des allocutions, etc.)

(Du mois d'août 2025 au 2 juin 2026)

Élargissement du programme national d'exonération du remboursement de prêts d'études

Rares sont les choses qui apportent autant de satisfaction que d'obtenir des gains concrets pour les membres de tout le pays. Nous avons notamment réussi à faire élargir le programme d'exemption du remboursement des prêts d'études canadiens aux membres du personnel enseignant et aux éducateurs et éducatrices de la petite enfance qui travaillent en régions rurales et éloignées. Il s'agissait d'une grande priorité dont nous avons systématiquement parlé lors de nos rencontres avec des membres du Sénat et de la Chambre des communes, ainsi que des responsables fédéraux. Il faut du temps pour tisser



des liens, mais c'est un travail essentiel pour faire avancer d'importantes initiatives comme celle-là.

Ces liens sont plus importants que tout. Plus qu'une organisation parmi tant d'autres, la Fédération se doit d'être une voix crédible qui a l'oreille des gouvernements et avec laquelle ils sont disposés à travailler, malgré leur emploi du temps surchargé. Nouer des relations avec le reste du mouvement syndical nous a permis de renforcer cette posture, en amenant rapidement à l'avant-plan les préoccupations du personnel de l'éducation et en veillant à ce qu'elles soient prises au sérieux. Nous continuerons à renforcer ces relations pour apporter des solutions aux défis que connaissent nos membres.

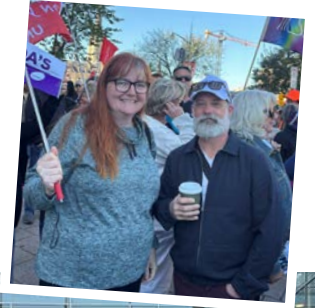
J'espère que cette année vous a démontré, comme elle l'a fait pour moi, que notre travail ne se limite pas à l'enseignement : il va jusqu'au cœur de la société que nous bâtissons ensemble.

Vous contribuez à former des personnes compatissantes, ouvertes d'esprit et dotées d'un jugement critique qui forgeront l'avenir de la démocratie. Il n'est pas de travail plus important. J'espère que cette pensée vous accompagnera quand la pression se fera sentir et que les choses sembleront difficiles, et qu'elle vous aidera à avancer le cœur un peu plus léger.

En toute solidarité,



Clint Johnston
Président





Cassandra Hallett

Message de la directrice générale sortante

Chères et chers collègues,

Une autre année difficile se termine pour l'éducation publique. Mais dans les classes d'un bout à l'autre du pays, vous avez continué de répondre aux besoins de plus en plus complexes des élèves. Il vous a aussi fallu composer avec la pénurie de collègues avec qui partager les responsabilités, la montée de la violence à l'école, la prolifération effrénée de l'intelligence artificielle, les attaques contre la négociation collective et les droits de la personne, les effets des changements climatiques dans les salles de classe et les communautés, l'ingérence et la négligence des gouvernements, et bien d'autres choses encore.

En dépit de tout cela, les enseignantes et enseignants, les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation et les organisations membres et associées ont, une fois encore, été des symboles d'espoir. Et c'est collectivement porté par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE) que cet espoir est devenu synonyme de solidarité et de progrès.

Je remercie mes collègues à la CTF/FCE de faire en sorte que notre travail réponde toujours plus aux besoins de nos organisations membres et associées. Que ce soit en renforçant la portée de notre action politique à l'échelle fédérale ou en créant des alliances pour préserver les principes fondateurs de la solidarité internationale dans notre vision de la coopération au développement, nous mettons notre dévouement à votre service.

Vous trouverez dans ce rapport annuel de nombreux exemples de mesures concrètes que nous avons mises en œuvre pour répondre aux défis mentionnés plus haut. Quand on repense à l'année qui vient de s'écouler, on peut notamment se réjouir :

- d'une autre édition réussie de la Conférence nationale pour le personnel;
- du remarquable encadrement dont bénéficient les 46 enseignantes et enseignants de tout le pays qui participent au programme Enseigner ensemble;
- du lancement de notre première pétition parlementaire;
- des rapports, présentations et renseignements sur mesure que nous avons préparés pour soutenir la négociation collective;
- de l'élargissement du programme fédéral d'exonération du remboursement de prêts d'études au personnel de l'éducation travaillant en régions rurales et éloignées;
- des mesures que nous avons mises en place pour remédier à la pénurie d'enseignantes et enseignants francophones;
- de la pérennisation du Programme national d'alimentation scolaire;
- du portrait en temps réel que les sondages Parachute nous permettent d'avoir sur ce que vit le personnel de l'éducation;
- de nos notes stratégiques et rapports de grande qualité sur l'IA, la gouvernance en éducation, la privatisation, le soutien aux membres du personnel de l'éducation en situation de handicap, et bien d'autres choses encore;
- de l'obtention, par la coalition formée par la CTF/FCE, le Syndicat canadien de la fonction publique et la Saskatchewan Federation of Labour, du statut d'intervenante devant la Cour suprême du Canada pour défendre les droits des personnes LGBTQQIA2+;
- de notre présence marquée au Sommet sur le progrès;
- de la tenue d'un panel mobilisateur filmé en direct et réunissant des parlementaires, des partenaires ainsi que des membres du public et de notre Conseil d'administration;



- de la solidarité témoignée en faveur des collègues et des syndicats de l'Iran, de la Palestine, de l'Ukraine et de bien d'autres pays frappés par la guerre ou des catastrophes naturelles;
- d'une autre édition du Symposium des femmes à guichets fermés (merci aux organisations membres et associée de l'Ontario).

Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'engagement des membres du personnel à mettre en œuvre les orientations données par l'Assemblée générale annuelle, le Conseil d'administration et le Bureau de direction. Je vous invite à féliciter le personnel comme il se doit!

Pour finir, comme nombre d'entre vous le savent, j'ai quitté la CTF/FCE pour me joindre à l'équipe de l'Internationale de l'Éducation au printemps. En tant qu'enseignante et syndicaliste, cela a été un immense honneur pour moi que de travailler aux côtés des organisations membres et associées ainsi que de mes collègues pour renforcer la Fédération, et par là même, l'éducation publique. La conjoncture n'est malheureusement pas très

reluisante pour l'éducation publique, la démocratie et la planète. Les enseignantes et enseignants, les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation et les élèves des écoles publiques de la maternelle à la 12^e année ont plus que jamais besoin d'une fédération pancanadienne. Forte de l'union de ses organisations membres et associées, de ses dirigeantes et dirigeants politiques et des membres de son personnel, la CTF/FCE ne manquera pas d'accomplir encore de grandes choses. Je vous transmets tous mes vœux de réussite et je me réjouis à l'idée de soutenir la Fédération dans les années à venir, en toute solidarité.

En vous remerciant,

Cassandra Hallett

Cassandra Hallett
Directrice générale,
de janvier 2015
à avril 2026



G O U V E R N A N C E

La CTF/FCE est façonnée par ses membres : 18 organisations de l'enseignement provinciales et territoriales qui représentent des professionnelles et professionnels de l'éducation de tout le Canada.

- o **+ de 370 000 membres du personnel de l'éducation**

La plus grande alliance bilingue d'enseignantes et enseignants et d'autres travailleurs et travailleuses de l'éducation au Canada.

- o **18 organisations membres et associées**

Représentant chacune des provinces et chacun des territoires du Canada.

- o **Assemblée générale annuelle (AGA)**

(En juillet)

L'AGA se compose des membres du Conseil d'administration et de déléguées et délégués des organisations membre de la CTF/FCE (dont le nombre est défini en fonction du nombre d'adhérentes et adhérents). De plus, chaque organisation associée de la CTF/FCE peut désigner un ou une membre sans droit de vote pour participer à l'AGA, ainsi que des personnes observatrices.

- o **Conseil d'administration**

(Se réunit en novembre, en février, en avril et en juillet)

- o **Bureau de direction**

(Dirige les affaires de la CTF/FCE entre les réunions du Conseil d'administration)

- o **Présidence**

Porte-parole de la Fédération, et par là même, des membres du personnel de l'éducation au Canada, à l'échelle nationale et internationale.

La personne qui occupe cette fonction assure la liaison entre le personnel et les différents organes élus, et dirige les affaires générales de la Fédération.

Comités du Conseil

Composition du Conseil d'administration

- o Membres du Bureau de direction
- o Deux administrateurs ou administratrices avec droit de vote par organisation membre (normalement les personnes occupant la présidence et la direction générale)
- o Un administrateur ou une administratrice sans droit de vote et un observateur permanent ou une observatrice permanente de chaque organisation associée



Composition du Bureau de direction

- o Président ou présidente de la CTF/FCE (mandat de deux ans).
- o Cinq vice-présidentes ou vice-présidents (mandat de deux ans).
 - o Depuis 2025, un poste de la vice-présidence est réservé à une personne qui s'identifie comme membre d'une Première Nation, métisse ou inuk; comme étant en situation de handicap; comme bispirituelle, lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer, en questionnement, intersexe, asexuelle, non binaire ou autre (LGBTQQIA2+); comme racialisée ou comme francophone.
- o Depuis 2020, deux postes de la vice-présidence sont réservés à des personnes qui s'identifient comme femmes.
- o Président désigné ou présidente désignée (mandat d'un an, une année sur deux).
- o Directrice générale ou directeur général (sans droit de vote).

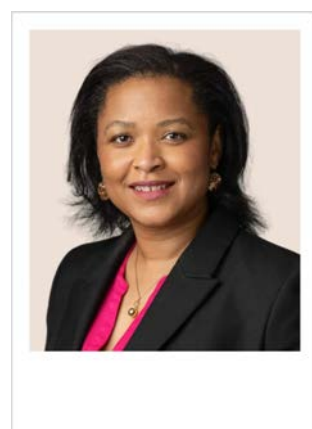
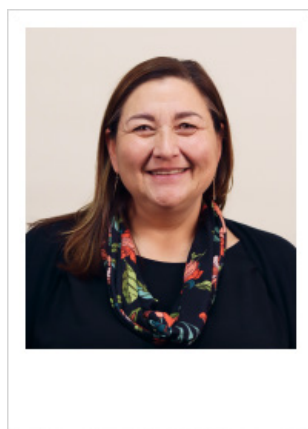
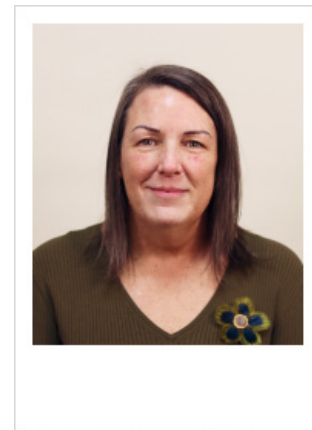
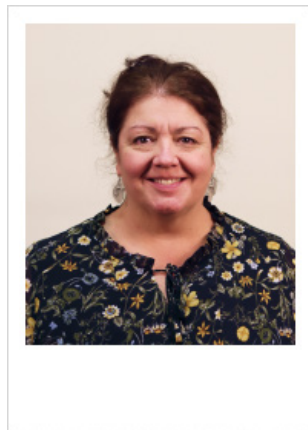
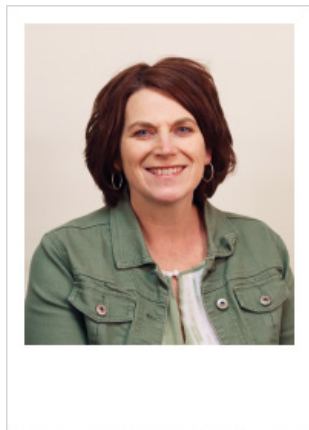
Comités consultatifs et groupe de travail

Direction générale

Relevant du Conseil d'administration, le directeur général ou la directrice générale encadre le personnel de la CTF/FCE et travaille de près avec la présidente ou le président ainsi qu'avec les autres membres du Bureau de direction.

Dotée d'un bon sens du leadership, cette personne dirige une équipe dynamique d'environ 35 personnes et travaille en collaboration avec les organisations membres et associées des provinces et territoires afin de faire avancer les dossiers prioritaires communs.

Bureau de direction de 2025-2026



Le Bureau de direction dirige les affaires de la CTF/FCE entre les réunions du Conseil d'administration. À l'exception de la directrice générale ou du directeur général (nommé par le Conseil d'administration), les membres du Bureau de direction sont élus par les délégués et déléguées à l'Assemblée générale annuelle.

Depuis avril 2023, les membres du Bureau de direction sont aussi les fiduciaires du Fonds en fiducie de la CTF/FCE et ont pour tâche de veiller à ce que l'argent, les subventions et les fonds qui y sont déposés soient administrés et comptabilisés correctement.

Clint Johnston, président
Connie Keating, vice-présidente
Lillian Klausen, vice-présidente
Rita Mueller, vice-présidente
Tesa Fiddler, vice-présidente
Trent Langdon, vice-président
Cassandra Hallett, directrice générale (jusqu'en avril 2026)
Annette Bouzi, directrice générale (depuis le 22 juin 2026)





Conseil d'administration

Le Conseil d'administration oriente le travail de la CTF/FCE entre les Assemblées générales annuelles (AGA). Tout au long de l'année, il donne des orientations stratégiques à la Fédération et supervise son travail pour assurer l'atteinte de ses buts et de ses objectifs stratégiques ainsi que la mise en œuvre des résolutions adoptées à l'AGA. Ce faisant, il veille à la qualité des services offerts à nos membres tout en guidant les décisions stratégiques de la Fédération.



Conseil d'administration de 2025-2026

ORGANISATIONS MEMBRES

Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique

- Carole Gordon, présidente
- Amber Mitchell, directrice générale

The Alberta Teachers' Association

- Jason Schilling, président
- Dennis Theobald, secrétaire exécutif

Fédération des enseignantes et des enseignants de la Saskatchewan

- Samantha Becotte, présidente
- Angela Banda, directrice générale

The Manitoba Teachers' Society

- Joel Swaan, vice-président
- Arlyn Filewich, directrice générale

Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens

- Gabrielle Lemieux, présidente
- Anne Lavoie, directrice générale et secrétaire-trésorière

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario

- David Mastin, président
- Sharon O'Halloran, secrétaire générale

Ontario English Catholic Teachers' Association

- René Jansen in de Wal, président
- David Church, secrétaire général

Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario

- Martha Hradowy, présidente
- Chris Goodsir, secrétaire général (jusqu'en décembre 2025)
- Vaino Poysa, secrétaire général (à partir de janvier 2026)

Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec

- Heidi Yetman, présidente
- Sébastien Joly, directeur exécutif

New Brunswick Teachers' Association

- Heidi Ryder, présidente
- Ardith Shirley, directrice générale

Nova Scotia Teachers Union

- Peter Day, président
- Bethany MacLeod, directrice générale

Prince Edward Island Teachers' Federation

- Andy Doran, président
- Patrick MacFadyen, directeur général

Newfoundland and Labrador Teachers' Association

- Dale Lambe, président
- Ian Crewe, directeur général

Association des professionnels de l'éducation du Yukon

- Ted Hupé, président (jusqu'en juin 2026)
- Ruth Burridge, présidente (à partir de juillet 2026)
- Ethan Emery, directeur général

Association des enseignants et enseignantes des Territoires du Nord-Ouest

- Colin Pybus, vice-président
- Matthew Miller, directeur général

Association des enseignants et enseignantes du Nunavut

- Justin Matchett, président
- John Fanjoy, directeur général

ORGANISATIONS ASSOCIÉES

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

- Chris Cowley, président
- Ian Pettigrew, secrétaire-trésorier

Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick

- Kerry Leopkey, directeur général (jusqu'en juin 2026)
- Caroline Foisy, directrice générale adjointe



Comités du Conseil

Les comités du Conseil représentent le Conseil d'administration, supervisent les activités en lien avec leur mandat et agissent à titre consultatif dans différents dossiers.

Le **Comité des finances** a voix consultative à l'Assemblée générale annuelle et auprès du Conseil d'administration, du Bureau de direction et de la directrice générale en ce qui touche les finances et les lignes de conduite financières.

Au nom du Conseil d'administration, le **Comité du Régime de retraite** administre le Régime de retraite des employées et employés de la CTF/FCE conformément au texte du Régime.

Le **Comité des Statuts et des Règlements administratifs** conseille le Bureau de direction en ce qui touche la modification des Statuts, des Règlements administratifs et des Procédures. Depuis mars 2024, il a aussi pour responsabilité d'examiner les résolutions soumises par les organisations membres à l'Assemblée générale annuelle.

Le **Comité du personnel** représente le Conseil d'administration dans les négociations des conventions collectives du personnel et la dotation des postes de directeurs ou directrices de programme et des postes couverts par des contrats individuels.

Le **Comité directeur de l'AGA** supervise l'inscription des nouveaux points à l'ordre du jour et fait les recommandations nécessaires au sujet de la conduite de l'Assemblée générale annuelle.

Comités consultatifs et groupe de travail

Les comités consultatifs et le groupe de travail relèvent du Bureau de direction, à qui ils soumettent des recommandations.

Le **Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne** donne des conseils sur les orientations à long terme, les stratégies et les principes directeurs en matière de diversité et de droits de la personne.



Shideh Houshmandi, FEEO, présidente, 2024-2026
Anisley Bravo, NSTU, 2025-2027
Darcy Pelkey, NBTA, 2025-2027
Fitz Sherman, ATA, 2024-2026
Jolene Smith, FES, 2025-2027
Robert Deonarine, OSSTF/FEESO, 2024-2026
Trent Langdon, vice-président et agent de liaison avec le Bureau de direction
Iyanuoluwa Akinrinola, CTF/FCE (soutien au Comité)
Rolf-Carlos Klausener, CTF/FCE (soutien au Comité)

Le **Comité consultatif du français langue première** donne des conseils afin de répondre aux besoins et aux préoccupations des organisations membres dans le domaine des services en français et du développement de l'éducation en français langue première.

Mona-Élise Sévigny*, ÉFM, présidente, 2024-2026
Daniel Dion, FES, 2024-2026
Gabrielle Lemieux*, AEFO, 2024-2026
Isabelle Barre, ATA, 2025-2027
Maria Stinchcombe*, SEPF, 2024-2026
Sue Larivière-Jenkins, NSTU, 2024-2026
Lillian Klausen, vice-présidente et agente de liaison avec le Bureau de direction
Josianne Beaumont, CTF/FCE (soutien au Comité)

* Poste réservé à l'organisation



Comités consultatifs et groupe de travail

Le **Comité consultatif de l'éducation autochtone** donne des conseils sur les orientations et les stratégies à long terme en matière d'éducation autochtone au Canada.



Anika Guthrie, FEEO, présidente, 2024-2026
Candice Behrendt, MTS, 2024-2026
Denise Hendry, FECB, 2025-2027
Elizabeth Ryan, AEN, 2024-2026
Jessica Madiratta, FES, 2025-2027
Membre du comité consultatif, AEFO, 2025-2027
Tesa Fiddler, vice-présidente et agente de liaison avec le Bureau de direction
Mark Garcia, CTF/FCE (soutien au Comité)

Le **Comité consultatif de la condition féminine** donne des conseils sur les orientations à long terme, les stratégies, les principes directeurs et les règlements concernant la condition féminine en éducation.

Kristen Fallis, MTS, présidente, 2024-2026
Betty Fu, ATA, 2025-2027
Karlee Perry, NSTU, 2024-2026
Kate LaFrance, NBTA, 2025-2027
Membre du comité consultatif, OECTA, 2025-2027
Regie Plana-Alcuaz, FECB, 2025-2027
Connie Keating, vice-présidente et agente de liaison avec le Bureau de direction
Nicole Boissonneault, CTF/FCE (soutien au Comité)



Comités consultatifs et groupe de travail

Le **Comité consultatif de la profession enseignante** donne des conseils sur d'importantes questions et préoccupations associées à la réputation du corps enseignant des écoles publiques et sur le travail que peut faire la CTF/FCE pour rehausser l'image de la profession. Il se prononce aussi sur des questions plus particulières relatives aux pratiques et aux politiques qui concernent la profession, de même que sur divers documents, débats et événements d'intérêt.

Mario Spagnuolo, FEEO, président, 2025-2027
Adam Morton Shaw Binet, NBTA, 2024-2026
Adrienne McEwen, OSSTF/FEESO, 2024-2026
Émilie Brochu, AEFO, 2024-2026
Joshua Laffleur, ATA, 2025-2027
Michael Carrigan, NSTU, 2025-2027
Rita Mueller, vice-présidente et agente de liaison avec le Bureau de direction
Mia Travers-Hayward, CTF/FCE (soutien au Comité)



Le **Groupe de travail sur les changements climatiques** étudie les répercussions des changements climatiques sur l'éducation publique et le rôle des écoles publiques et des syndicats de l'enseignement dans la lutte contre ces changements. Mis en place à la suite d'une résolution adoptée à l'AGA de 2024, le Groupe de travail a vu son mandat prolongé de deux ans, ce qui lui permettra de poursuivre les activités et les campagnes en cours et de planifier des initiatives conformes aux priorités de la CTF/FCE.

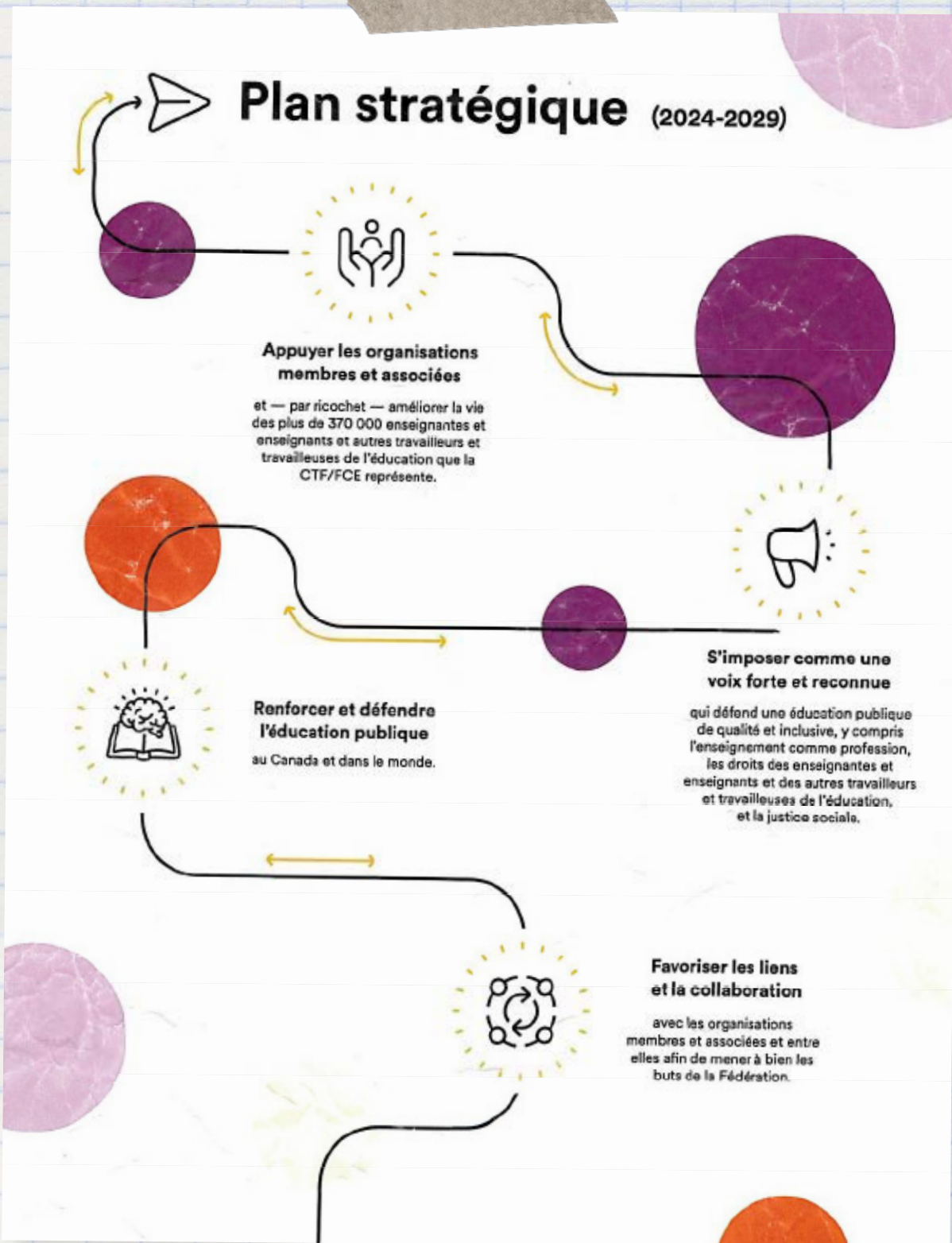


Sarah Lowes, FEEO, coprésidente, 2024-2026
Sharon Giroux, OECTA, coprésidente, 2024-2026
Rick Cremp, ATA, 2024-2026
Sarah Newton, FECB, 2024-2026
Membre du comité consultatif, FES, 2024-2026
Lillian Klausen, vice-présidente et agente de liaison avec le Bureau de direction
Trent Langdon, vice-président et agent de liaison avec le Bureau de direction
Cheryl Sheffield, CTF/FCE (soutien au Groupe de travail)
Mischa Terzyk, CTF/FCE (soutien au Groupe de travail)



Rapport d'étape de l'équipe : Bilan de l'année

Ce rapport présente un survol du travail accompli par la CTF/FCE durant l'année scolaire 2025-2026. La version numérique comprend des liens vers des ressources complémentaires.



Appuyer les organisations membres et associées

et — par ricochet — améliorer la vie des plus de 370 000 enseignantes et enseignants et autres travailleurs et travailleuses de l'éducation que la CTF/FCE représente.

ACTION POLITIQUE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

La CTF/FCE noue directement le dialogue avec le gouvernement fédéral et des parlementaires (ministres, sénateurs et sénatrices, secrétaires parlementaires, députées et députés) dans le cadre de l'action politique qu'elle mène sans relâche pour promouvoir l'éducation publique. Afin de faire avancer les priorités de ses membres, elle a mené cette année différentes actions pour influencer la législation fédérale et faire en sorte que les ressources nécessaires soient allouées à des dossiers qu'elle considère comme étant particulièrement importants. Elle a notamment fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il :

- instaure des lignes directrices afin de garantir une utilisation sûre et adéquate de l'intelligence artificielle (IA) en éducation et d'outiller le personnel de l'éducation en conséquence;
- assure l'inclusion et la sécurité des élèves et des membres du personnel de l'éducation LGBTQQIA2+;
- veille à ce que chaque enfant au Canada ait accès à l'éducation, de la maternelle à la 12^e année, quel que soit son statut de citoyenneté;
- finance les programmes d'anglais ou de français langue additionnelle;
- apporte au *Code criminel* du Canada des modifications en faveur de la sécurité dans les écoles afin de garantir une protection juridique au personnel enseignant et aux autres travailleuses et travailleurs de l'éducation;
- crée un poste de secrétaire d'État à l'Éducation publique;
- désigne les écoles et les établissements

d'enseignement comme des sanctuaires et définit le rôle du Canada en tant que pays signataire de la [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#);

- pérennise l'aide au développement international en matière d'éducation.

La CTF/FCE a aussi influé sur la politique budgétaire en présentant un mémoire prébudgétaire qui demande la création d'un transfert canadien en matière de santé mentale; des investissements pour encadrer l'IA en éducation; des mesures pour éliminer l'écart entre les enfants autochtones et non autochtones en matière de résultats scolaires et de financement; et des fonds pour adapter les infrastructures scolaires aux changements climatiques.

La CTF/FCE continue de faire part de ses préoccupations au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC]. Elle a invité le CMEC à venir rencontrer son Conseil d'administration afin de parler des problèmes grandissants à l'échelle nationale.

Pétition contre le recours à la disposition de dérogation pour contourner des droits fondamentaux



En raison des récentes lois provinciales visant à restreindre les droits de négociation des travailleurs et travailleuses ainsi que les droits fondamentaux des personnes de diverses identités de genre au Canada, la CTF/FCE a lancé [une pétition](#) avec la députée néo-démocrate Leah Gazan afin de demander au premier ministre d'annuler ou d'abroger toute future loi provinciale qui restreindrait le droit de grève et de négociation collective des travailleurs et travailleuses par l'utilisation de la disposition de dérogation, et de réaffirmer la responsabilité du gouvernement fédéral de protéger les droits garantis par la Charte partout au Canada.

La pétition prendra fin le 24 juillet 2026. Visitez notre site Web pour en apprendre plus et signer la pétition : <https://www.ctf-fce.ca/fr/passez-a-l'action/petition-disposition-de-derogation/>



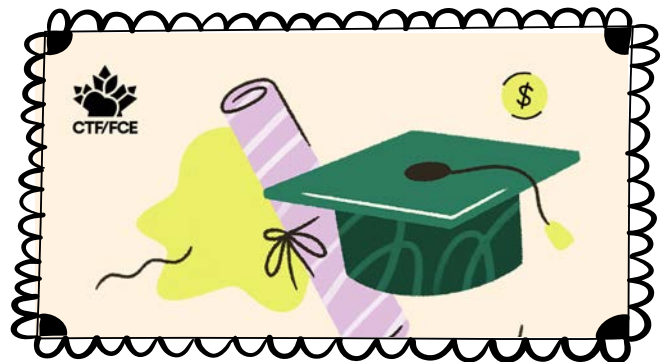
Recherche, programme et action politique en matière de santé mentale

La CTF/FCE a poursuivi son action en faveur de la santé mentale et du bien-être du personnel de l'éducation et a mené des études sur le sujet, notamment depuis la pandémie de COVID. Elle a récemment collaboré avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), l'Université d'Ottawa et les organisations membres de l'Alberta, du Manitoba et de Terre-Neuve-et-Labrador dans le cadre d'une étude pilote visant à mener dans les écoles un programme de sensibilisation à la santé mentale axé sur la collaboration et le développement des compétences dans ce domaine. Intitulé « [Ça arrive aussi aux autres : Étude pilote sur la santé mentale](#) »

[du personnel de l'éducation](#) », le rapport qui en découle décrit en détail l'étude et les conclusions obtenues, et comprend des recommandations en faveur de la sensibilisation et du soutien à la santé mentale dans les écoles. Fondé sur des données probantes, ce rapport appuie l'action politique que mène la CTF/FCE auprès du gouvernement fédéral en faveur d'un soutien continu au personnel et aux élèves. Cette action politique consiste notamment à faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il investisse dans des mesures de soutien transformatrices en santé mentale pour les Canadiennes et Canadiens — en se concentrant notamment sur les ressources scolaires — par le biais d'un transfert canadien en matière de santé mentale.

Influencer les priorités budgétaires fédérales : Progrès et résultats

La CTF/FCE soumet tous les ans un mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances. Une organisation peut, par ce procédé, attirer l'attention du gouvernement sur des questions prioritaires qui requièrent des investissements. La Fédération a proposé dans [son mémoire prébudgétaire](#) deux initiatives qui ont été récemment mises en œuvre :



Élargissement du programme national d'exonération du remboursement de prêts d'études

Après des années de pression de la part de la CTF/FCE et de ses organisations membres et associées, le gouvernement fédéral a élargi le programme canadien d'exonération du remboursement de prêts d'études aux membres du personnel enseignant et aux éducateurs et



éducatrices de la petite enfance qui travaillent en régions rurales et éloignées. Nous félicitons le gouvernement fédéral d'avoir accédé à la demande de la CTF/FCE et d'avoir pris cette mesure qui contribuera à remédier à la crise de la rétention et du recrutement dans les écoles publiques au Canada. Les membres du personnel de l'éducation admissibles qui ont travaillé pendant toute l'année scolaire 2025-2026 peuvent présenter leur demande entre le mois de juillet et la fin septembre 2026. Visitez notre page Web pour en savoir plus sur les critères d'admissibilité et le processus de demande : <https://www.ctf-fce.ca/fr/passez-a-laction/lexoneration-du-remboursement/>

Pérennisation du Programme national d'alimentation scolaire financé par l'administration fédérale

La CTF/FCE s'est réjouie de la mise en œuvre en avril 2024 du Programme national d'alimentation scolaire grâce à un investissement fédéral d'un milliard de dollars sur cinq ans. La Fédération a toutefois poursuivi son action politique pour réclamer la pérennisation du programme. En [octobre 2025](#), le gouvernement fédéral a annoncé que le Programme recevrait un **financement permanent de 216,6 millions de dollars par année** à compter de 2029-2030. En mars 2026, le projet de loi entérinant la pérennisation du Programme national d'alimentation scolaire ([C-15](#)) a reçu la sanction royale. La CTF/FCE continue à travailler en étroite collaboration avec la Coalition pour une saine alimentation scolaire et ses organisations membres et associées afin que le Programme desserve l'ensemble des écoles et des communautés au pays.

APPUI À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

La CTF/FCE fournit aux organisations membres et associées qui le demandent des présentations ou des rapports sur mesure concernant la négociation collective et offre régulièrement des données pancanadiennes à jour pour appuyer les organisations dans leurs négociations. En voici de récents exemples :

- **Soutien à l'Alberta Teachers' Association (ATA) et défense de la négociation collective :** La CTF/FCE et son Réseau de négociation du personnel enseignant (RNPE) ont mené des recherches approfondies et des actions politiques, et ont coordonné les efforts à l'échelle du pays pour soutenir l'ATA lors de négociations collectives difficiles et contester l'adoption par l'Alberta du projet de loi 2. Ce soutien s'est traduit par la participation de membres de la direction à des manifestations, une aide rapide en matière de négociation, des efforts de sensibilisation menés auprès d'autres syndicats et du gouvernement fédéral, et la mobilisation de partenaires nationaux et internationaux pour relayer le message. La CTF/FCE a en outre accordé à l'ATA un montant de 100 000 \$ provenant de la Caisse de défense du personnel enseignant canadien. La Fédération [a écrit au premier ministre](#) et à d'autres responsables fédéraux pour leur faire part de ses préoccupations et a fait appel à l'Internationale de l'Éducation et au Congrès du travail du Canada pour obtenir plus de soutien.
- **Mobilisation nationale en faveur de la négociation et du bien-être du personnel enseignant :** Mischa Terzyk, directeur du Bien-être du personnel enseignant et de la Négociation collective de la CTF/FCE, a participé à de multiples réunions et conférences axées sur la négociation au pays, qu'il a parfois dirigées. Il a offert des présentations, des allocutions et des conseils sur les tendances en matière de négociation collective, d'évolution des salaires et de conditions de travail du personnel enseignant. Il a collaboré avec la Manitoba Teachers' Society, l'Association des enseignants et enseignantes des Territoires du Nord-Ouest, le Nova Scotia Teachers Union et le Conseil atlantique et territorial des organisations de la profession enseignante (CATOPE). Les échanges ont notamment porté sur la situation en Alberta et ses possibles conséquences pour le mouvement syndical au Canada, ainsi que sur la nécessité d'obtenir le soutien de la membricité de la CTF/FCE à une plus large échelle. Le chercheur Richard Riel a par



ailleurs élaboré des notes d'information économique à l'intention des organisations membres et associées qui entament leur cycle de négociations. Cette année, la Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick, la Manitoba Teachers' Society, le Nova Scotia Teachers Union, la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, l'Ontario English Catholic Teachers' Association, la Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan, et la Newfoundland and Labrador Teachers' Association en ont bénéficié.

CONTACTS AVEC LES ADHÉRENTES ET ADHÉRENTS DE NOS ORGANISATIONS MEMBRES

La CTF/FCE a des occasions variées de discuter avec les adhérentes et adhérents de ses organisations membres sur le terrain. À titre d'exemple, on peut citer le sondage Parachute auprès du personnel de l'éducation, le programme Enseigner ensemble et les différents comités consultatifs. Vous trouverez plus de détails sur ces initiatives dans le reste du rapport.

Sur la route : Kiosque de la CTF/FCE aux assemblées annuelles

Tout au long de l'année, le [kiosque interactif de la CTF/FCE](#) s'est arrêté dans plus de 10 assemblées annuelles de nos organisations membres et associées. C'est pour la Fédération l'occasion de communiquer directement avec les membres du personnel de l'éducation et de les écouter parler de leurs expériences et de leurs priorités, tout en leur présentant ses actions politiques et les activités qu'elle mène à l'échelle nationale. En assurant une présence aux événements de ses organisations membres et associées, la CTF/FCE témoigne de sa volonté de renforcer ses liens avec les membres de la profession sur le terrain et de s'en faire l'écho sur la scène nationale.

PRATIQUES EXEMPLAIRES POUR SOUTENIR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES EN SITUATION DE HANDICAP DANS LEUR MILIEU DE TRAVAIL

La résolution suivante a été adoptée à l'Assemblée générale annuelle (AGA) de 2025 de la CTF/FCE :

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la CTF/FCE collabore avec des organisations nationales spécialisées en accessibilité afin d'élaborer une série de pratiques exemplaires ou de lignes directrices pour veiller à ce que les travailleurs et travailleuses de l'éducation en situation de handicap reçoivent un soutien convenable au travail. Ces ressources seraient mises à la disposition des organisations membres et associées, qui pourraient s'en servir pour soutenir leur action politique ou l'élaboration de leurs politiques internes.

L'équipe de la Recherche de la CTF/FCE a préparé un rapport qui comprend des recommandations basées sur la recherche pour soutenir le personnel de l'éducation en situation de handicap et qui met en évidence les obstacles et les pratiques exemplaires observées tout au long de la vie active d'une personne. Le rapport est disponible sur le site Web de la CTF/FCE.

AUTO-IDENTIFICATION AUTOCHTONE ET VÉRIFICATION

Dans le cadre de l'engagement continu de la CTF/FCE en faveur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, notre équipe de la Recherche, en collaboration avec le Comité consultatif de l'éducation autochtone (CCEA), a rédigé un rapport intitulé *Auto-identification autochtone et vérification : Tour d'horizon des politiques sur la question et des éléments à considérer* pour donner suite à la résolution suivante :



QUE la CTF/FCE se tienne au courant des politiques et des pratiques que les universités et autres organismes publics canadiens mettent en place pour venir à bout du phénomène de l'usurpation de l'identité autochtone, ainsi que des mesures que ces universités et organismes prendront pour vérifier les renseignements d'auto-identification. Il est recommandé que la CTF/FCE suive ce dossier et qu'elle s'adapte, au besoin, au fur et à mesure de l'évolution du travail et de l'élaboration des politiques à cet égard au Canada.

Ce document d'orientation évolutif présente les approches actuelles en matière d'auto-identification autochtone et de vérification. Il guidera les pratiques de la CTF/FCE en ce qui concerne la nomination, la mise en candidature et la reconnaissance de personnes autochtones, et sera révisé par le CCEA tous les deux ans afin d'en garantir la pertinence. Le rapport se trouve dans l'Espace membres du site de la CTF/FCE.

PROJETS ET INITIATIVES

Enseigner : mille parcours, une passion! — Projet pilote pour favoriser l'insertion professionnelle des enseignantes et enseignants d'immigration récente

La CTF/FCE mène un important projet pilote financé par Patrimoine canadien intitulé « Enseigner : mille parcours, une passion! ».

Ce projet, qui comprend un volet d'accompagnement en salle de classe, un volet de formation et un autre de recherche, vise à soutenir les participantes et participants, les personnes qui les accompagnent et les directeurs et directrices d'école grâce à un encadrement ciblé. Toutes les personnes participantes sont membres

d'une organisation provinciale ou territoriale de l'enseignement affiliée à la CTF/FCE. La formation culturelle dont a bénéficié le personnel scolaire a été conçue par le Centre mondial du pluralisme. Le volet recherche, mené par l'Université du Québec à Rimouski, consiste quant à lui à évaluer les retombées de l'initiative à partir des résultats d'une enquête — également subventionnée par Patrimoine canadien — que la CTF/FCE a menée en 2023-2024.

Lancé en avril 2024, le projet a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 pour permettre la tenue d'activités additionnelles. Un rapport de recherche provisoire a été publié en juin 2026 et de nouvelles occasions de formation seront proposées à l'automne.

Publications et ressources à l'intention du personnel de l'éducation

Le [catalogue de publications](#) de la CTF/FCE propose du matériel pédagogique pour soutenir le personnel de l'éducation au Canada. Parmi les plus récents ajouts figurent :

- [L'Afrique à l'honneur — Hommage aux Canadiennes et Canadiens d'ascendance africaine](#) : Dans le droit fil de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, ce guide vous aidera à animer des discussions qui mettent en lumière le patrimoine africain ainsi que les contributions et les forces des personnes d'ascendance africaine, afin de contrer le racisme envers les personnes noires.
- [De la tension à la compréhension : Mieux gérer les conflits](#) : Conçu à la suite d'une recommandation du Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne, cet outil a pour but d'aider le personnel de l'éducation à contrer l'activisme radical dans les écoles et les autres milieux de l'éducation publique.





S'imposer comme une voix forte et reconnue

qui défend une éducation publique de qualité et inclusive, y compris l'enseignement comme profession, les droits des enseignantes et enseignants et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, et la justice sociale.

SONDAGES D'OPINION PUBLIQUE POUR ORIENTER NOTRE ACTION POLITIQUE

La CTF/FCE collabore avec Abacus Data pour réaliser des sondages nationaux en vue de connaître l'opinion publique sur certaines questions importantes relatives à l'éducation. Ces sondages permettent de recueillir des données à jour et d'une grande valeur stratégique sur lesquelles la CTF/FCE s'appuie pour orienter son action auprès des décideurs fédéraux, de ses partenaires et du public. Ce partenariat nous aide à mieux articuler notre argumentaire auprès de la population et de la classe politique — ce qui représente un atout inestimable.

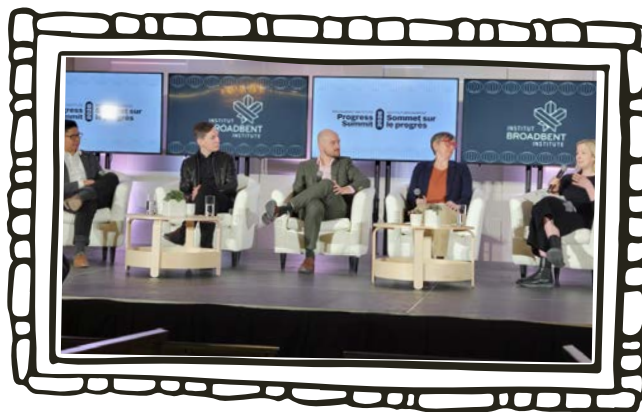
Au cours de la dernière année, des sondages ont été menés en octobre 2025 ainsi qu'en janvier et en mars 2026. Lors du sondage de janvier, nous avons interrogé pour la première fois des parents et des élèves sur les répercussions de l'effectif et de la complexité des classes. Les questions des sondages réalisés cette année portaient sur divers sujets, notamment les services de soutien éducatif que les parents doivent payer de leur poche, l'adoption d'une température maximale pour les classes de partout au pays, les préoccupations liées à l'IA en éducation, la [violence à l'école](#), et bien plus encore. La CTF/FCE a pu se servir des données recueillies pour renforcer sa position, mieux cibler ses messages en tenant compte de l'opinion publique et défendre plus efficacement les intérêts du personnel de l'éducation et des élèves d'un bout à l'autre du Canada.

À LA DÉFENSE DES DROITS DE LA PERSONNE DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA

En tant que fédération, la CTF/FCE se porte régulièrement à la défense des droits de la

personne, de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, particulièrement dans le contexte de l'éducation, à l'échelle nationale et internationale. Avec le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et la Saskatchewan Federation of Labour, la CTF/FCE fait actuellement partie d'une coalition syndicale qui interviendra prochainement devant la Cour suprême du Canada dans le dossier opposant l'organisme UR Pride de l'Université de Regina au gouvernement de la Saskatchewan concernant le projet de loi 137, la « Déclaration des droits des parents », qui a fait l'objet de la disposition de dérogation.

SOMMET SUR LE PROGRÈS DE L'INSTITUT BROADBENT



Comme par les années passées, la CTF/FCE était très bien représentée au Sommet sur le progrès, qui s'est tenu du 4 au 6 mai à Ottawa. En sa qualité de commanditaire, la Fédération a pu prendre part à deux séances et tenir un kiosque d'information. La CTF/FCE a organisé le panel « [L'éducation publique, les droits syndicaux et le combat contre la centralisation du pouvoir](#) » qui était animé par son coordonnateur des communications stratégiques, Rolf-Carlos Klausener, et auquel a participé la présidente de



l'APEQ, Heidi Yetman, la présidente du SCFP-Alberta, Raj Uppal, et la députée provinciale du NPD et porte-parole de l'opposition (éducation), Chandra Pasma. L'autre panel, intitulé « [Construire la souveraineté numérique canadienne et une intelligence artificielle démocratique](#) » traitait des répercussions de l'IA sur les services publics, l'éducation et la démocratie. Mia Travers-Hayward, chercheuse et analyste des politiques de la CTF/FCE, faisait partie des panélistes. Ces deux panels ont suscité une solide participation et ils peuvent être visionnés sur YouTube (voir les liens ci-dessus).

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES

La CTF/FCE envoie par courriel à ses organisations membres et à leurs adhérentes et adhérents diverses publications aussi riches que pertinentes sur toutes sortes de sujets en lien avec l'éducation, l'action politique et les enjeux stratégiques :

- **La Tribune de la Fédération :** Diffusée trois fois par an, cette nouvelle infolettre vise à mettre en lumière le travail accompli par le Conseil d'administration de la CTF/FCE, ainsi que les mesures prises par nos organisations membres et associées pour s'attaquer aux enjeux qui affectent le personnel de l'éducation.
- **Le Périodique du Réseau JEDDII :** Publié trois fois par an, ce périodique sur la justice, l'équité, la diversité, la décolonisation, l'identité autochtone et l'inclusion (JEDDII) vise à favoriser la collaboration, le partage d'idées et la promotion de la justice sociale dans les écoles publiques au Canada.
- **La Mise à jour parlementaire :** Lorsque la Chambre des communes siège, cette publication offre un survol des dossiers parlementaires d'actualité, des rencontres de notre personnel avec les cabinets ministériels et des projets de loi que la CTF/FCE suit de près.
- **Au courant :** Un bulletin bimestriel sur les initiatives et les nouvelles de la CTF/FCE.
- **La Une :** Un bulletin de nouvelles hebdomadaire.

- **La Revue de la recherche :** Cette publication présente les études pertinentes pour le secteur de l'éducation.
- **Le Journal de l'éducation publique :** Cette nouvelle mouture du blogue de la CTF/FCE présente les histoires, les réflexions et les idées qui façonnent nos écoles et nos communautés partout au pays.

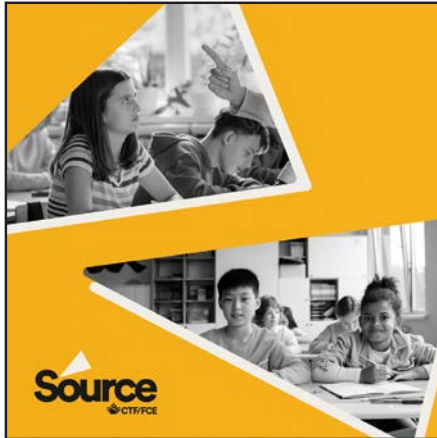


[Abonnez-vous pour vous tenir au courant des dernières nouvelles](#)



LE BALADO SOURCE

Pour mieux faire entendre la voix des enseignantes et enseignants sur les questions qui les préoccupent, la CTF/FCE produit un balado percutant qui connaît un succès croissant. Le balado [Source](#) vous guide à travers les grandes questions qui touchent l'éducation publique au Canada, en s'inspirant des récits qui façonnent nos écoles publiques et en explorant les pistes qui nous aideront à mieux les préparer pour l'avenir. Les épisodes de la quatrième saison du balado sont les suivants :



**Des écoles sûres et inclusives
avec Harmony Movement**



**Entretien avec Jason
Schilling, de l'Alberta
Teachers' Association**



**De la conscience climatique
à l'action collective**



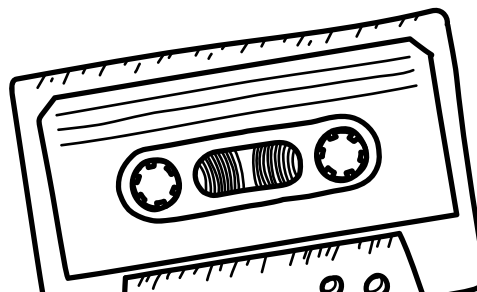
**Mise à jour parlementaire
de mars 2026**



**REDIFFUSION : La violence
à l'école : À quand un
vrai remède?**



**Pourquoi le personnel
enseignant se sent-il dévalorisé?**



Renforcer et défendre l'éducation publique

au Canada et dans le monde.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET L'ÉDUCATION PUBLIQUE

L'intelligence artificielle représente un enjeu complexe et urgent pour l'éducation publique. La CTF/FCE a établi de façon proactive une stratégie de recherche à plusieurs volets en vue de :

- combler les lacunes législatives et politiques actuelles;
- comprendre les risques et les dangers de l'IA pour l'enseignement et l'apprentissage;
- demander du soutien et de la formation en matière d'IA pour le personnel enseignant;
- créer des ressources pour soutenir la négociation collective en vue de protéger la profession enseignante contre les menaces que pose l'IA.

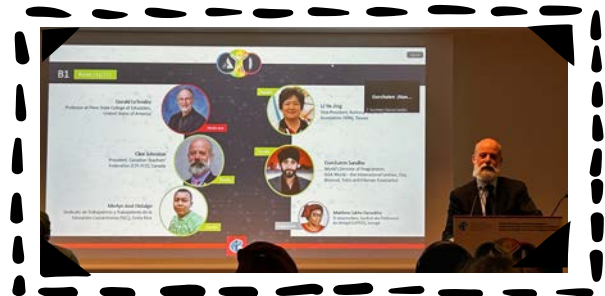


Dans le cadre de ses efforts, la CTF/FCE a collaboré avec des décideurs, des équipes de recherche et des organisations afin de favoriser la création et la diffusion de ressources et d'initiatives fondées sur des données probantes. Parmi les faits saillants importants :

- Le président, Clint Johnston, et la chercheuse et analyste des politiques, Mia Travers-Hayward, ont assisté à la Conférence mondiale de l'Internationale de l'Éducation (IE) sur l'intelligence artificielle qui a eu

lieu à Bruxelles en décembre 2025. À cette occasion, ils ont collaboré et échangé avec des collègues du monde entier afin de veiller à ce que le milieu de l'éducation évalue de façon critique les possibilités et les risques que présente l'IA. Clint Johnston et Mia Travers-Hayward ont également assisté à la première réunion du réseau de l'IE sur l'IA et la technologie à Madrid en juin 2026.

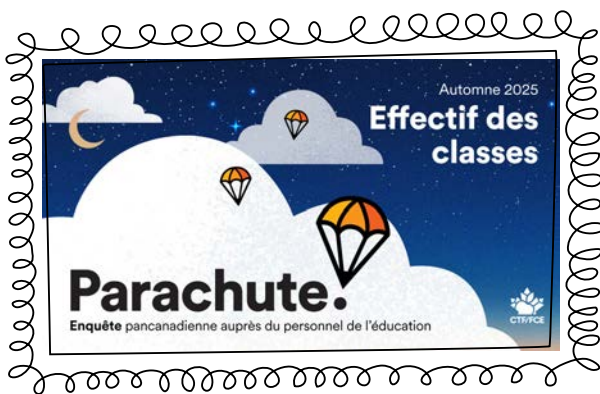
- Nous avons tenu plusieurs rencontres avec des députées et députés fédéraux afin de leur faire part de nos préoccupations au sujet de l'absence de balises garantissant que les outils d'IA déployés dans les écoles publiques sont sécuritaires, fiables et centrés sur l'humain.
- La Fédération a publié une nouvelle note stratégique intitulée *Protéger les élèves, le personnel scolaire et l'éducation publique à l'ère de l'IA* afin de soutenir l'action politique et de présenter des recommandations stratégiques et législatives au niveau fédéral.
- La CTF/FCE a établi de nouveaux partenariats de recherche (voir la section ci-dessous) afin de continuer à influencer l'élaboration des politiques et de mieux soutenir le personnel scolaire, les élèves et l'éducation publique à l'ère de l'IA.



STRATÉGIE PANCANADIENNE DE RÉTENTION ET DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT

La CTF/FCE continue de mettre en œuvre sa stratégie en trois étapes pour apporter des solutions à la crise de la rétention et du recrutement du personnel enseignant. Cette stratégie consiste notamment à analyser le phénomène, à y sensibiliser le public et les décideurs, et à proposer des changements importants à apporter aux politiques de l'éducation aux paliers provincial, territorial et fédéral. La stratégie vise notamment à mener des sondages empiriques afin de mieux comprendre l'état de la profession dans l'ensemble du Canada, en vue d'orienter l'action politique et les campagnes de la Fédération.

Enquête Parachute



Il est primordial pour la CTF/FCE de comprendre les facteurs qui contribuent à la crise de la rétention et du recrutement, les différentes répercussions de cette crise d'une région à l'autre du pays et les similitudes observables entre les provinces et les territoires. Lancée à l'automne 2024, **Parachute** est une enquête pancanadienne visant à recueillir des données sur les sujets de préoccupation et les difficultés de la profession qui ont une incidence sur la rétention et le recrutement du personnel de l'éducation. La participation est ouverte aux adhérentes et adhérents de nos organisations membres et associées qui travaillent dans une école publique, de la maternelle à la 12^e année. Les données recueillies nous permettent d'orienter notre action politique, afin que le soutien au personnel de l'éducation soit offert là où les besoins sont les plus criants.

Le troisième sondage, qui a été mené à l'automne 2025, a permis de souligner que l'effectif et la complexité des classes sont en hausse, ce qui fait que le temps consacré à l'enseignement diminue. Le sondage du printemps 2026 portait sur la déprofessionnalisation. Plus de 6 000 personnes ont répondu à chacun des deux derniers sondages.

L'enquête Parachute prendra la forme d'un sondage annuel à partir de 2027, conformément à la volonté du Conseil d'administration de la CTF/FCE.

Les conclusions des sondages menés jusqu'à présent se trouvent sur le [site Web de la CTF/FCE](#). La Fédération a également produit pour chaque organisation membre un rapport comparant les données relatives à sa province ou son territoire aux résultats nationaux. En plus de mettre en lumière les difficultés et les facteurs clés qui alimentent diverses crises au sein de la profession, les résultats des sondages révèlent quels changements systémiques le personnel de l'éducation réclame pour améliorer les conditions de travail et d'apprentissage.

Campagne de promotion de l'éducation publique — Projet national de mobilisation du public

En s'appuyant sur les conclusions des sondages Parachute, la CTF/FCE élabore actuellement une campagne nationale destinée au grand public afin de trouver des pistes de solution à la crise de la rétention et du recrutement en éducation.

Le projet, qui sera lancé à l'automne 2026, visera à faire converger le point de vue du personnel scolaire et l'opinion publique, tout en positionnant la Fédération comme la principale voix en matière d'éducation publique. Il s'appuiera sur un cadre adapté aux médias afin de sensibiliser le public à la crise de la rétention et du recrutement, d'attirer l'attention sur la responsabilité ministérielle et de faire passer le public de la prise de conscience à l'action grâce à une stratégie de mobilisation en plusieurs volets.



Étude sur le coût de l'attrition

En consultation avec le Comité consultatif de la profession enseignante, la CTF/FCE a commandé une étude sur les répercussions économiques pour les systèmes d'éducation publique du départ des enseignantes et enseignants qui quittent la profession au cours de leurs cinq premières années de carrière. Après avoir procédé à un appel d'offres, la CTF/FCE se réjouit de travailler avec Karen Robson, Ph. D., et Alexandra Pulchny, Ph. D., sur cette analyse économique s'appuyant sur des études de cas, dont les conclusions devraient être publiées à l'automne 2026.

COLLABORATIONS DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE

La CTF/FCE mène d'importantes études sur le milieu de l'éducation, souvent en collaboration avec des partenaires comme l'Internationale de l'Éducation et plusieurs équipes de recherche provenant d'universités canadiennes. À l'heure actuelle, la Fédération mène notamment des projets avec l'Université d'Ottawa, l'Université York (par l'intermédiaire du *Public Education Exchange*) et l'Université Western Ontario, en plus de deux nouveaux partenariats avec l'Université Simon-Fraser et l'Université métropolitaine de Toronto pour étudier l'IA en éducation. Nous élaborons par ailleurs un partenariat avec l'Université de la Saskatchewan et d'autres intervenants suite à la mise en œuvre du Programme national d'alimentation scolaire.

Notre personnel a également conclu un partenariat de recherche financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (subventions d'engagement partenarial) avec des équipes de recherche de l'Université York et de l'Université de Toronto pour examiner les contrats et les pratiques d'acquisition de systèmes de gestion de l'apprentissage par les conseils scolaires. Par ailleurs, en collaboration avec l'Internationale de l'Éducation et MGEN, la CTF/FCE a pris part cette année à la 3^e édition du Baromètre international de la santé et du bien-être du personnel de l'éducation (I-BEST). Ce sondage

mené tous les deux ans a permis cette année de recueillir les réponses de 2 337 membres du personnel scolaire de partout au pays concernant leur bien-être et leurs conditions de travail. Au total, plus de 45 000 réponses ont été recueillies à l'échelle mondiale par 33 organisations participantes provenant de 18 pays et territoires.

Sur demande, la CTF/FCE collabore dans la mesure du possible avec ses organisations membres pour répondre à des besoins précis en matière de recherche, comme l'analyse des changements apportés à la gouvernance de l'éducation (en collaboration avec les organisations de l'Ontario) et la formulation de recommandations stratégiques sur l'IA (avec la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario).

SOLIDARITÉ MONDIALE

La CTF/FCE fait partie des chefs de file de l'Internationale de l'Éducation (IE) :

- Shelley L. Morse de la CTF/FCE occupe un des deux sièges réservés à la région de l'Amérique du Nord et des Caraïbes au sein du Bureau exécutif de l'IE, qui compte 27 membres au total.
- La CTF/FCE participe comme nulle autre à des partenariats de coopération au développement dans de nombreuses régions du monde.
- Elle contribue largement aux grandes initiatives de l'IE, dont la campagne « La force du public, ensemble on fait école! ».
- La Fédération répond généreusement aux appels d'action urgente de l'IE (plus de détails ci-dessous).
- Elle assure un rôle directeur auprès du Réseau de recherche de l'IE, notamment en contribuant à la Conférence mondiale de l'IE sur l'IA, et plus encore.

Appels d'action urgente

Fière et active organisation affiliée à l'Internationale de l'Éducation (IE), la CTF/FCE a



contribué au Fonds de solidarité de l'IE et invité ses organisations membres et associées à faire de même, dans la mesure de leurs moyens, par solidarité avec les syndicats de l'enseignement de diverses régions du monde.

Palestine — Octobre 2025

L'IE a lancé depuis janvier 2024 plusieurs appels à la solidarité envers les élèves et le personnel de l'éducation de Gaza et de la Cisjordanie pour soutenir le **Syndicat général des travailleurs et travailleuses des jardins d'enfants et des écoles privées** et le **Syndicat général des enseignantes et des enseignants palestiniens**.

Le conflit a bouleversé la scolarité de plus de 625 000 enfants. Même privés de leur plein salaire depuis deux ans, les membres du corps enseignant palestinien ont continué d'assurer leur mission éducative, de prendre soin des élèves et d'être des modèles de résilience, mais les voilà maintenant face à l'immense tâche de reconstruire les écoles, de rétablir les liens avec les élèves et les familles, et de ramener l'espoir dans un climat d'incertitude profonde.

Depuis le 1^{er} septembre 2025, la CTF/FCE et ses organisations membres et associées ont versé 25 000 \$ pour soutenir le personnel de l'éducation palestinien de Gaza et de la Cisjordanie.

Jamaïque — Novembre 2025

Fin octobre, l'ouragan Melissa a durement frappé l'ouest de la Jamaïque, où il a détruit des habitations, perturbé les réseaux de transport et d'électricité, et dévasté les infrastructures scolaires. Le secteur de l'éducation a été particulièrement touché : de nombreuses écoles ont été endommagées ou rendues inutilisables, laissant des milliers d'élèves sans accès aux salles de classe.

À la suite de la catastrophe, l'IE a versé des fonds pour fournir un soutien vital et répondre à l'évolution des besoins sur le terrain. La CTF/FCE et ses organisations membres et associées ont quant à elles fait un don de 33 500 \$

pour soutenir la **Jamaica Teachers' Association** ainsi que les collègues touchés, leurs familles et leurs communautés scolaires.

Ukraine — Novembre 2025

Alors que la guerre se poursuit, les enseignantes et enseignants de l'Ukraine ont été confrontés à des changements législatifs qui menaçaient le statut de leur profession et enfreignaient les normes internationales du travail. Le **Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'éducation et des sciences d'Ukraine** — organisation affiliée de l'IE représentant près d'un million de professionnelles et professionnels des secteurs de l'éducation et des sciences — a fait savoir à l'IE que ces changements risquaient d'entraîner des licenciements massifs, de détériorer la qualité de l'éducation, de nuire à des millions d'élèves et de miner la reconstruction du pays après la guerre.

La CTF/FCE a répondu à l'appel à la solidarité de l'IE et a envoyé une lettre de protestation à des responsables des gouvernements canadien et ukrainien afin d'exiger le retrait de ces mesures. De nombreuses organisations affiliées à l'IE ont aussi répondu à l'appel, et le 2 décembre 2025, le comité du gouvernement ukrainien responsable de l'éducation a accepté d'abandonner les dispositions relatives aux contrats à durée déterminée et à la semaine de travail de 36 heures.

Myanmar — Décembre 2025

Depuis son coup d'État en février 2021, la junte militaire Tatmadaw garde une main de fer sur les territoires dont elle a pris le contrôle, notamment dans des villes importantes, telles que Yangon, Mandalay et Naypyidaw. Le personnel de l'éducation, les syndicalistes et les activistes prodémocraties ont été la cible de répressions brutales. La junte a tenté de légitimer sa mainmise sur le pouvoir en organisant un simulacre d'élections qui a réduit au silence les appels à la démocratie et dont étaient exclues des régions contrôlées par les rebelles. La **Fédération des enseignantes et des enseignants du Myanmar (MTF)**, qui est affiliée à l'IE, se bat aux côtés du personnel



de l'éducation, d'autres syndicats et du gouvernement d'unité nationale pour organiser la résistance dans plusieurs provinces. Bon nombre d'enseignantes et d'enseignants syndiqués se sont joints au mouvement en donnant des cours et en défendant les droits de la personne et la démocratie. Des enseignantes et enseignants bénévoles travaillent auprès d'un million d'élèves sans recevoir de salaire.

La CTF/FCE a répondu à l'appel à la solidarité de l'IE en faveur de la MTF pour défendre la démocratie et l'état de droit. Elle a envoyé une lettre à la ministre des Affaires étrangères pour demander que le Canada refuse de reconnaître la junte et la validité de son élection, et qu'il prenne des mesures pour soutenir la démocratie et les droits de la personne pour toutes et tous au Myanmar.

Syrie — Février 2026

En réponse à la situation qui se détériore rapidement et aux graves menaces qui pèsent sur le personnel enseignant, les élèves, les syndicalistes et l'ensemble du système éducatif au Rojava, en Syrie, l'IE a fait une première contribution financière pour offrir un soutien vital et répondre à l'évolution des besoins sur le terrain dans le nord et l'est de la Syrie.

Ce système risque fort d'être démantelé et remplacé par des structures éducatives autoritaires imposées par la religion, ce qui effacerait des décennies de progrès syndicaux et violerait plusieurs droits fondamentaux, notamment le droit à l'éducation.

La CTF/FCE et ses organisations membres et associées ont fait un don de 31 000 \$ au Fonds de solidarité de l'IE pour soutenir l'**Union des enseignants du nord et de l'est de la Syrie**. Le président, Clint Johnston, a par ailleurs écrit au gouvernement fédéral et aux responsables des Nations Unies pour souligner l'urgence de préserver les droits démocratiques et les droits des minorités en Syrie, et de protéger le personnel enseignant, les élèves et les établissements scolaires de la région.

Les syndicats de l'enseignement et les enfants des régions touchées ont reçu un soutien essentiel grâce au Fonds de solidarité de l'IE. Nous remercions toutes les organisations membres et associées qui ont répondu aux appels d'action urgente et contribué à aider nos collègues à l'étranger. La CTF/FCE et ses organisations membres et associées sont considérées comme des chefs de file au sein de l'IE pour la solidarité et le soutien dont elles font preuve à l'échelle internationale.

Coopération internationale au développement

Grâce au soutien de nos organisations membres et associées, le Programme de coopération internationale de la CTF/FCE fournit une aide financière et technique dans trois domaines clés. Vous trouverez ci-dessous des exemples de projets et de programmes dans chacun de ces domaines.

- 1. L'action enseignante pour l'enseignement**, axée principalement sur le perfectionnement professionnel du personnel de l'éducation :
 - **Enseigner ensemble** : Chaque été, des enseignantes et enseignants canadiens participent au [programme Enseigner ensemble](#) de la CTF/FCE. Cette année, 46 membres du personnel enseignant de partout au Canada collaboreront avec 11 partenaires syndicaux dans 10 pays d'Afrique et des Caraïbes afin de coplanifier et de coanimer des ateliers de perfectionnement professionnel avec des collègues des pays d'accueil pour des enseignantes et enseignants locaux. C'est à la fois une reconnaissance professionnelle et un privilège personnel de participer à ce programme exceptionnel, de travailler en solidarité avec les syndicats partenaires des pays d'accueil, et de représenter les organisations membres, la CTF/FCE et la profession.
- 2. L'action enseignante pour l'égalité des genres**, qui favorise l'autonomisation des filles et des femmes :



- En collaboration avec les bureaux régionaux de l'IE en Afrique, en Asie et en Amérique latine, la CTF/FCE soutient des réseaux féminins qui mènent des activités en faveur des femmes à l'échelle régionale et sous-régionale, afin de permettre aux femmes de mieux faire entendre leur voix dans leurs syndicats et de leur offrir des possibilités d'éducation et de formation. En collaboration avec le Caribbean Union of Teachers, une étude a été menée pour recenser les obstacles auxquels les femmes sont confrontées et les possibilités qui s'offrent à elles dans la région des Caraïbes. Les recommandations découlant de cette étude seront mises en œuvre l'an prochain.
- Cette année encore, la CTF/FCE était fière de faire partie de la délégation de l'IE à la **Commission de la condition de la femme des Nations Unies (voir l'Objectif 4 ci-dessous pour en savoir plus)**. La Commission est le principal organe mondial intergouvernemental qui se consacre exclusivement à la promotion de l'équité entre les genres et à l'autonomisation des femmes.

3. L'action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement, qui contribue au renforcement des capacités organisationnelles des syndicats de l'enseignement et au développement du leadership :

- **Programme John Thompson de renforcement des capacités syndicales :** En collaboration avec le bureau de l'IE en Asie-Pacifique, la CTF/FCE est fière de coparrainer ce programme destiné aux dirigeantes et dirigeants syndicaux actuels ou en devenir. Le cycle couvrant les cinq sous-régions de l'Asie-Pacifique s'est conclu l'an dernier et une évaluation approfondie a été menée cette année avec la participation d'anciennes personnes participantes, du personnel de l'IE dans la région et de l'équipe d'animation — qui comprend des membres de la CTF/FCE, du syndicat suédois de l'enseignement

et de l'Australian Education Union. À la suite de cette évaluation, le personnel de l'IE et les responsables de l'animation se sont réunis pour revoir le programme et planifier son prochain cycle, en actualisant son contenu et son format afin de garantir sa pertinence contextuelle pour la région.

Le Prix Norm Goble

Le Prix rend hommage à Norman Goble, Ph. D., secrétaire général de la CTF/FCE de 1970 à 1982, qui a joué un rôle déterminant dans la création de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants (JME) en 1994.

Cette journée est célébrée dans le monde entier le 5 octobre, date à laquelle la Recommandation de l'OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant a été adoptée, en 1966. Les gouvernements signataires ont ainsi reconnu à l'unanimité l'importance pour la société d'avoir des enseignantes et enseignants compétents, qualifiés et motivés, ce qui reste tout aussi vrai aujourd'hui.

Chaque année, la JME réitère un même engagement : reconnaître et soutenir les personnes qui facilitent l'apprentissage et rendent l'avenir plus radieux.

Le Prix Norm Goble récompense les organisations partenaires de la CTF/FCE à l'étranger qui déploient des efforts exceptionnels pour célébrer la JME et rappeler l'importance de l'éducation publique. Cette année, le Prix a été décerné à trois organisations qui ont su incarner le thème de la JME de 2025, « À l'œuvre pour rendre la vie meilleure » : la **Ghana National Association of Teachers (GNAT)**, le **National Teachers' Union of South Sudan (NTUSS)** et le **Uganda National Teachers' Union (UNATU)**. Leurs initiatives ont témoigné de leur capacité d'innover, de leur engagement communautaire et d'une réelle volonté de célébrer le travail des membres du corps enseignant et l'éducation publique.

Syndicats partenaires

En collaboration avec les bureaux régionaux de l'IE en Afrique, en Asie-Pacifique et en



Amérique latine, ainsi qu’avec le Caribbean Union of Teachers, la CTF/FCE a cette année entretenu des partenariats avec les syndicats de l’enseignement suivants, à qui elle a aussi fourni du soutien :

- Antigua and Barbuda Teachers’ Union
- Belize National Teachers’ Union
- Dominica Association of Teachers
- Fédération des Syndicats de l’Éducation Nationale — Togo
- Gambia Teachers’ Union
- Guyana Teachers’ Union
- Kenya Union of Post Primary Education Teachers
- Lesotho Association of Teachers
- Nevis Teachers’ Union
- Sierra Leone Teachers’ Union
- Syndicat de l’Éducation, Rwanda
- Syndicat national de l’enseignement primaire public du Bénin
- Syndicat national des enseignants des écoles maternelles du Bénin
- Syndicat national des enseignants africains du Burkina — Burkina Faso
- Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur — Burkina Faso
- Trinidad and Tobago Teachers’ Union
- Uganda National Teachers’ Union

Nous avons au cours de la dernière année élaboré des plans pour mettre un terme aux partenariats avec les organisations qui ne répondent plus à nos critères (besoins, capacités et état de préparation) et qui ne sont pas en mesure de soumettre des rapports selon nos standards. Nous avons en revanche noué de nouveaux partenariats dans le cadre d’initiatives pilotes qui nous permettront de déterminer s’il y a lieu de pérenniser la collaboration. Nous poursuivons l’évaluation de nos partenariats et de nos programmes pour veiller à ce qu’ils répondent aux besoins de nos partenaires et respectent notre capacité de soutien.



Favoriser les liens et la collaboration

avec les organisations membres et associées et entre elles afin de mener à bien les buts de la Fédération.

RENFORCER LES LIENS AU PAYS ET À L'INTERNATIONAL

- La CTF/FCE collabore avec des organisations nationales et d'autres partenaires du milieu syndical et du secteur de l'éducation, dont la **Centrale des syndicats du Québec (CSQ)**, le Congrès du travail du Canada (CTC) et l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université. Elle participe activement au Sommet international sur la profession enseignante aux côtés de son organisation sœur, la CSQ, afin d'amplifier la voix du corps enseignant canadien et d'inciter le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) à prioriser l'éducation publique.
- La CTF/FCE participe régulièrement à la « **Coalition** » nationale des syndicats et organisations de la société civile, qui réunit diverses organisations syndicales et non gouvernementales nationales (voir la section sur les partenariats ci-dessous).
- La CTF/FCE anime sur demande des ateliers de grande qualité dans le cadre d'événements des OM/OA. Ces **ateliers peuvent porter sur des thèmes comme l'action politique, la négociation collective ou la recherche, ou encore sur les programmes de la CTF/FCE.** Ils sont toujours adaptés aux réalités des OM/OA et peuvent se dérouler dans les deux langues officielles. Par exemple, à l'occasion d'une rencontre du Conseil des écoles des Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba (ÉFM) — un groupe qui fait partie de la Manitoba Teachers' Society —, la directrice du Programme pour la francophonie, Josianne Beaumont, a présenté les programmes, les ressources et les initiatives de la CTF/FCE qui répondent aux besoins spécifiques des membres des ÉFM

travaillant dans des écoles de langue française en contexte minoritaire.

- **Commission de la condition de la femme des Nations Unies** : La CTF/FCE participe à la Commission en tant que membre de la délégation de l'IE. Cette année, la vice-présidente Tesa Fiddler et la membre du personnel de la CTF/FCE qui assure un soutien au Comité consultatif de la condition féminine y ont représenté la Fédération. La Commission joue un rôle fondamental dans la défense des droits des femmes, reflète les réalités qu'elles vivent dans le monde entier et contribue à l'établissement de normes mondiales qui assurent l'égalité entre les genres et favorisent l'émancipation des femmes. Pour en savoir plus, allez lire l'article de la vice-présidente de la CTF/FCE Tesa Fiddler (publié par l'IE) : [Commission de la condition de la femme des Nations Unies : reconnaître les liens entre nos luttes et unir nos forces](#)



- **Conseil atlantique et territorial des organisations de la profession enseignante (CATOPE)** : La CTF/FCE participe aux réunions du CATOPE, y compris celles de son conseil d'administration et son



assemblée générale annuelle, ainsi que celles des groupes des Communications, du Perfectionnement professionnel et du Bien-être du personnel enseignant.

- **Rassemblement national du réseau de l'éducation autochtone et de la réconciliation** : La présidente du Comité consultatif de l'éducation autochtone, Anika Guthrie, et la directrice de la Recherche, Nichole Grant, ont assisté à cet événement, accueilli par la FECB. Elles y ont présenté le rapport Auto-identification autochtone et vérification : tour d'horizon des politiques sur la question et des éléments à considérer. Elles ont ainsi eu l'occasion de présenter le fruit de ce travail et de mieux comprendre les perspectives des enseignantes et enseignants autochtones et des personnes alliées sur ce sujet.

RÉSEAUX

En tant qu'organisation qui croit à l'importance de la collaboration et qui encourage les collègues et les partenaires à contribuer au renforcement de l'éducation publique, la CTF/FCE est fière de donner vie aux réseaux suivants :

- Réseau JEDDII (justice, équité, diversité, décolonisation, identité autochtone et inclusion)
- Réseau des agentes et agents de liaison francophones (RALF)
- Réseau national des communications stratégiques (RNCS)
- Réseau national de recherche du personnel enseignant (RNRPE)
- Réseau de négociation du personnel enseignant (RNPE)

La CTF/FCE est également fière de contribuer aux réseaux internationaux suivants :

Réseaux internationaux

- Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF)

- Commission de la condition de la femme des Nations Unies
- Internationale de l'Éducation
 - Groupe consultatif spécial sur la politique de la recherche
 - Réseau de coopération au développement
 - Réseau des communications
 - Réseau du climat
 - Bureau exécutif
 - Institut de recherche et Réseau de recherche

PARTENARIATS

Alliées et alliés de l'éducation publique

Pour favoriser les liens et la collaboration et ainsi mieux faire connaître son travail, la CTF/FCE a noué des partenariats dans divers domaines :

- Alliance de la fonction publique du Canada
- Association canadienne de la presse éducationnelle, aux côtés de collègues des équipes des Communications de nos organisations membres et associées
- Association canadienne des professeures et professeurs d'université
- Association canadienne pour l'étude pratique du droit de l'éducation
- Centrale des syndicats du Québec : Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ)
- Centre canadien de politiques alternatives
- Comité de rédaction de Kids News du réseau anglais de la Société Radio-Canada
- Congrès du travail du Canada (CTC)
- Conseil canadien pour les réfugiés
- Conseil consultatif national sur l'éducation publique (CCNE) : Association canadienne des directeurs d'école, Association canadienne des gestionnaires de commissions scolaires, Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation (à titre d'observatrice)
- Dialogue on Technology (projet rattaché à l'Université Simon-Fraser)
- Fondation Rideau Hall



- Groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation internationale
- HabiloMédias
- Harmony Movement
- Institut Broadbent
- Le Dais de l'Université métropolitaine de Toronto
- People for Education
- Public Education Exchange
- Réseau national de l'éducation autochtone et de la réconciliation
- Saskatchewan Federation of Labour (par l'intermédiaire du CTC)
- Starling Centre for Just Technologies and Just Societies (établi à l'Université Western Ontario)
- Syndicat canadien de la fonction publique
- Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes
- Transparency International Canada
- Université d'Ottawa
- Université de la Saskatchewan
- Université Western Ontario
- Université York
- Table nationale sur l'éducation (français langue première), dont les activités sont encadrées par la FNCSF
- Table nationale du français langue seconde (financée par Patrimoine canadien)
- Comité d'orientation de la formation en construction identitaire (dirigé par l'ACELF)



Partenaires, comités et groupes de travail francophones

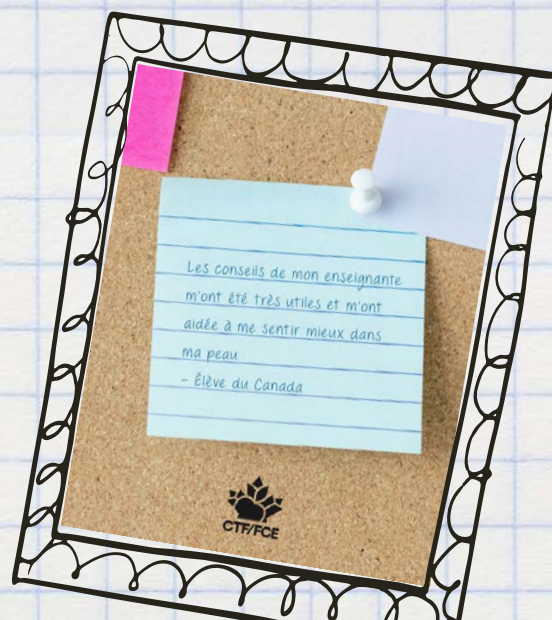
- Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)
- Commission nationale des parents francophones
- Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)
- Fédération de la jeunesse canadienne-française
- Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF)
- Centre mondial du pluralisme
- Regroupement national des directions générales de l'éducation
- Université du Québec à Rimouski
- Centrale des syndicats du Québec
- Conférence des associations francophones d'éducation (CAFÉ)
- Comité tripartite (coordonné par la FNCSF)
- Forum des leaders (avec la FCFA)



Événements

Journée mondiale des enseignant·es (JME) — Campagne numérique

Cette année, la CTF/FCE a choisi le thème « À l'œuvre pour rendre la vie meilleure » afin de faire ressortir l'aspect humain de l'enseignement. La Fédération est très fière de la campagne entièrement numérique qu'elle a menée à l'occasion de la [JME de 2025](#), qui s'appuyait sur des témoignages et une mobilisation en ligne pour rendre hommage au personnel enseignant, tout en sensibilisant la population à l'importance de protéger et de renforcer l'éducation publique. Le message de cette campagne se voulait à la fois clair et porteur d'espoir : faire en sorte que les enseignantes et enseignants se sentent vus, appréciés et célébrés. La campagne a généré plus de 168 000 visionnements, toutes plateformes confondues. Les organisations membres et associées, les membres du personnel de l'éducation et nos partenaires ont grandement contribué à la campagne à travers leurs histoires et témoignages. Les messages vidéo des membres du Conseil d'administration de la CTF/FCE se trouvent sur notre [chaîne YouTube](#).





Conférence nationale pour le personnel

La Conférence nationale pour le personnel de la CTF/FCE s'est déroulée à Ottawa du 19 au 21 novembre 2025 sur le thème « Tracer la voie ». L'évènement a rassemblé des employées et employés des organisations membres et associées pour deux jours et demi de perfectionnement professionnel, de collaboration et de réseautage. La Conférence avait pour but de resserrer les liens entre les régions et les différents services, de permettre l'échange de stratégies pour mieux servir les membres et de renforcer notre action politique collective en faveur de l'éducation publique. Les personnes participantes ont pu discuter de sujets d'actualité, comme l'intelligence artificielle en éducation, la rétention et le recrutement du personnel enseignant, et la violence à l'école, en plus d'échanger des connaissances et de parler de la coordination de nos actions à l'échelle de la Fédération.

Panel pancanadien « La violence à l'école : À quand un vrai remède? »

Le 14 avril 2026, la CTF/FCE a tenu une discussion en direct à Ottawa sur la question de la violence et de l'agressivité dans les écoles, une réalité devenue criante dans tout le pays. Intitulé « **La violence à l'école : À quand un vrai remède?** », le panel a réuni des figures de proue du monde universitaire, des syndicats de l'enseignement et du milieu de l'éducation publique : Darcy Santor, professeur à l'Université d'Ottawa (nomination conjointe); Sherry-Ann Bowen-Gordon, membre de l'Exécutif provincial de l'OSSTF/FEESO; Éric Pronovost, président de la FPSS-CSQ; Norberta Heinrichs, présidente de la British Columbia School Counsellors' Association; et Clint Johnston, président de la CTF/FCE et modérateur du panel. Près de 80 personnes ont assisté à l'évènement sur place, dont des membres du Conseil d'administration de la CTF/FCE, des parlementaires, des partenaires et des membres du personnel de l'éducation, et plus de 400 personnes étaient inscrites à la diffusion en direct sur le Web. La rediffusion est disponible sur notre [chaîne YouTube](#) et sur notre chaîne balado, [Source](#).





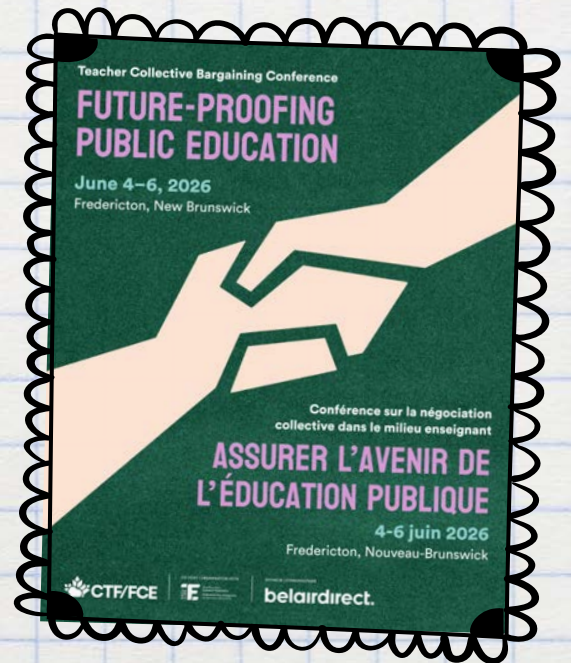
Symposium des femmes

L'édition 2026 du Symposium des femmes de la CTF/FCE s'est déroulée au centre-ville de Toronto du 30 avril au 2 mai. L'évènement était organisé en collaboration avec les organisations de l'Ontario : l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO), l'Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA), la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) et la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO). En écho au thème du Symposium, « Nos racines, notre force, notre essor », les participantes ont réfléchi au pouvoir de nos histoires et sont reparties pleinement convaincues de l'importance d'agir collectivement, de s'entraider, de faire entendre toutes les voix et de diriger avec sensibilité, courage et solidarité. Le Symposium proposait des conférences, des panels, des ateliers-carrousel interactifs et des occasions de réseautage sur le développement du leadership, la prévention de l'épuisement professionnel, le soutien mutuel, l'équité, la participation des femmes au sein des syndicats, l'expression authentique de soi et l'action politique dans le milieu de l'éducation publique. Parmi les conférencières et animatrices issues du secteur de l'éducation, du milieu syndical, du milieu militant et des médias, figuraient notamment Jessica Holmes, Bee Quammie, Linda Silas, Susan Hopgood et Martha Hradowy.



Conférence sur la négociation collective dans le milieu enseignant

Organisée en partenariat avec la Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick, l'édition 2026 de la Conférence sur la négociation collective dans le milieu enseignant de la CTF/FCE a eu lieu du 4 au 6 juin à Fredericton. La Conférence, qui avait pour thème « Assurer l'avenir de l'éducation publique », proposait aux personnes participantes des pistes de réflexion, des stratégies et la possibilité de tisser des liens en vue de faire face aux nouveaux défis, à la table de négociation comme ailleurs. Les séances ont permis d'explorer des approches innovantes, des pratiques efficaces et des stratégies en matière de relations du travail qui répondent aux défis actuels et futurs de l'éducation publique. Huit animateurs et animatrices des organisations membres ont dirigé quatre ateliers et une séance plénière. Les personnes participantes ont pu assister à une conférence de Balarama Holness sur le rôle de l'éducation publique dans la promotion de l'engagement citoyen, à une conférence de Pamela Barnum, ainsi qu'à un panel intersectoriel sur les stratégies à adopter pour négocier sous pression. Par ailleurs, le **Guide de négociation écoresponsable** de la CTF/FCE a été lancé lors de la Conférence. Celui-ci propose des outils pratiques, des exemples de dispositions et des idées pour promouvoir l'écoresponsabilité, la résilience climatique et des conditions d'apprentissage et de travail saines grâce à la négociation collective. Ce guide évolutif vise à aider les équipes de négociation à assurer l'avenir de l'éducation publique en s'inspirant des solutions qui ont fait leurs preuves un peu partout au pays. Il est possible de le télécharger [ici](#).



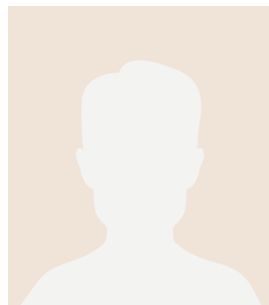


Le personnel DE La CTF/FCE

L'équipe de la CTF/FCE se compose de 33 employées et employés permanents à temps plein. Le dévouement du personnel et les orientations données par le Conseil d'administration permettent à la CTF/FCE de remplir son mandat, qui consiste à servir ses organisations membres et associées.

Services de direction et Affaires publiques

Services de direction



Cassandra Hallett, directrice générale (jusqu'en avril 2026)
Annette Bouzi, directrice générale (à partir de juin 2026)
Claudia Guidolin, directrice générale adjointe (jusqu'en décembre 2025)
Roxane Savage, directrice principale, Ressources humaines et Gouvernance (à partir de mars 2026)
Johanne Deschamps, adjointe exécutive
Cheryl Dourian, adjointe exécutive, Services de direction et Ressources humaines
Chazalle Ingabire, adjointe administrative
Mark Garcia, coordonnateur de l'action politique et des relations avec les gouvernements

Affaires publiques



Nika Quintao, directrice
Rolf-Carlos Klausener, coordonnateur des communications stratégiques
Julieanna Mawko, agente
Julie Nyenkamp, conceptrice graphique
Obianuju Harbor, planificatrice de réunions et d'évènements
Gasline Deslouches, adjointe



Services aux membres

Recherche



Nichole Grant, directrice
Mia Travers-Hayward, chercheuse et analyste des politiques
Iyanuoluwa Akinrinola, chercheuse

Programme pour la francophonie



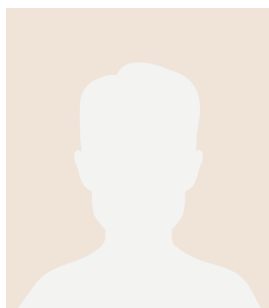
Josianne Beaumont, directrice
Stéphanie Rondeau, agente de programme

Programme de coopération internationale



Beverley Park, directrice
Salwa Maadarani, adjointe administrative
Cheryl Sheffield, agente de programme
Nicole Boissonneault, agente de programme

Bien-être du personnel enseignant et négociation collective



Mischa Terzyk, directeur
Richard Riel, chercheur



Services opérationnels

Services financiers



Samantha Perrin, directrice principale, Services financiers
Jo-Ann Gallant, adjointe (paie)
Jamil Zahoor, commis aux finances et de bureau

Services de la technologie de l'information, du bâtiment et de la documentation



Jean-Louis Lauriol, administrateur de réseau et de système informatique
Alain Monette, administrateur du bâtiment et de la documentation
Megan Edwards, adjointe

Services linguistiques



Marie-Caroline Uhel, chef
Marie-Hélène Larrue, traductrice (jusqu'en décembre 2025)
Aurore Alessandra, traductrice
Louis-Philippe Bordeleau Carignan, traducteur (à partir de novembre 2025)

Étudiantes et étudiant stagiaires



Camila Merino Pavez, Université d'Ottawa — sessions d'automne et de printemps/été
Ornella Tiendrebeogo, Université d'Ottawa — session d'hiver
Tomas Rocha Martinez, Université d'Ottawa — session d'hiver





Résolutions-directives



Terminé






En cours

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale annuelle (AGA) s'intègrent au mandat de la CTF/FCE. Le tableau ci-dessous présente les résolutions adoptées à l'AGA de 2025 ainsi que celles adoptées lors d'AGA antérieures dont la mise en œuvre est toujours en cours. La colonne de droite présente leur état d'avancement.

Résolutions et initiatives	Notes	État
<p>Objectif stratégique 1 : Appuyer les organisations membres et associées, et — par ricochet — améliorer la vie des plus de 370 000 enseignantes et enseignants et autres travailleurs et travailleuses de l'éducation que la CTF/FCE représente.</p>		
<p>Renforcement des protections juridiques visant le personnel enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation publique</p> <p>QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants presse le gouvernement fédéral et le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] de renforcer les protections juridiques visant le personnel enseignant et les autres travailleurs et travailleuses des écoles publiques en raison de la montée de la violence, du harcèlement, de la diffamation et de l'intimidation que vivent ces personnes au Canada, y compris par l'intermédiaire des plateformes numériques et de médias sociaux. La CTF/FCE leur demanderait notamment de réaffirmer les engagements pris à l'égard de la Convention n° 190 de l'OIT et de renforcer l'application des dispositions actuelles du <i>Code criminel</i> du Canada et des lois provinciales/territoriales sur la sécurité au travail. (AGM de 2025)</p>	<p>Envoi de lettres à la présidente du CMEC et au premier ministre du Canada.</p> <p>La CTF/FCE continuera d'explorer les avenues possibles pour faire avancer ce dossier sur le plan législatif, notamment en suivant le processus des comités et en rencontrant des parlementaires, et étudiera la possibilité de renforcer le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe.</p>	
<p>Demander une rencontre avec le CMEC pour discuter de problèmes grandissants à l'échelle nationale</p> <p>QU'IL SOIT RÉSOLU que la CTF/FCE demande au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) de se réunir avec le Conseil d'administration de la Fédération pour discuter du recrutement et de la rétention du personnel enseignant et des travailleuses et travailleurs de l'éducation, de la hausse du nombre d'incidents violents en milieu scolaire et d'autres problèmes liés à la complexité croissante des classes, et que les fonds nécessaires viennent du Fonds des relations publiques. (AGA de 2025)</p>	<p>Le 12 mai 2026, le CMEC a signifié à la CTF/FCE que sa demande de rencontre serait soumise à la présidente du CMEC et qu'étant donné que celui-ci réunit des instances provinciales et territoriales, il sera nécessaire d'approfondir la question avant de confirmer la possibilité de tenir une rencontre. Le président et le personnel de la CTF/FCE attendent donc de recevoir de plus amples informations et continueront à solliciter la collaboration du CMEC.</p>	



<p>Pratiques exemplaires pour soutenir les travailleurs et travailleuses en situation de handicap dans leur milieu de travail</p> <p>QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la CTF/FCE collabore avec des organisations nationales spécialisées en accessibilité afin d'élaborer une série de pratiques exemplaires ou de lignes directrices pour veiller à ce que les travailleurs et travailleuses de l'éducation en situation de handicap reçoivent un soutien convenable au travail. Ces ressources seraient mises à la disposition des organisations membres et associées, qui pourraient s'en servir pour soutenir leur action politique ou l'élaboration de leurs politiques internes. (AGA de 2025)</p>	<p>Le rapport final a été présenté au Conseil d'administration à sa réunion de juillet 2026 et publié sur l'Espace membres à l'intention des OM/OA.</p>	
<p>Remboursement des frais associés à la participation des vice-présidentes et vice-présidents à des événements de la CTF/FCE</p> <p>QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants paie les frais (y compris le congé pour activités professionnelles) associés à la participation des vice-présidentes et vice-présidents de la CTF/FCE à ses activités en rapport avec leurs tâches à la CTF/FCE, dont ses symposiums et conférences. (AGA de 2025)</p>	<p>La CTF/FCE continuera à estimer l'utilisation de ce financement et à en évaluer les conséquences budgétaires afin de guider les prévisions et la planification, en dépit des nombreuses variables. L'information sera mise à jour par la voie des procès-verbaux du Comité des finances.</p>	
<p>Étude sur les changements apportés par les gouvernements à la gouvernance de l'éducation</p> <p>QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants mène une étude comparative sur les provinces et les territoires du Canada dont le mode de gouvernance de l'éducation a subi des transformations comparables à celles actuellement à l'étude en Ontario, et qu'elle présente s'il y a lieu quelques exemples de l'étranger. (AGA de 2025)</p>	<p>Le rapport final et l'énoncé de position provisoire ont été présentés au Conseil d'administration à sa réunion de juillet 2026 et publiés sur l'Espace membres à l'intention des OM/OA.</p>	
<p>Groupe de travail sur les changements climatiques</p> <p>QUE la CTF/FCE forme un groupe de travail sur les changements climatiques, composé de cinq représentantes et représentants des organisations membres et de deux membres du Bureau de direction, pour étudier les répercussions des changements climatiques sur l'éducation publique et le rôle des écoles publiques et des syndicats de l'enseignement dans la lutte contre les changements climatiques. (AGA de 2024)</p>	<p>Le <i>Guide de négociation écoresponsable</i> a été lancé à la Conférence sur la négociation collective dans le milieu enseignant de la CTF/FCE en juin 2026.</p> <p>Le Conseil d'administration de la CTF/FCE a adopté la motion suivante à sa réunion d'avril : QUE le mandat du Groupe de travail sur les changements climatiques soit prolongé de deux ans afin qu'il puisse poursuivre les activités et les campagnes en cours, recueillir des données sur la mise en œuvre du <i>Guide de négociation écoresponsable</i> et planifier des initiatives conformes aux priorités de la CTF/FCE.</p>	



Objectif stratégique 2 : S'imposer comme une voix forte et reconnue qui défend une éducation publique de qualité et inclusive, y compris l'enseignement comme profession, les droits des enseignantes et enseignants et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, et la justice sociale.

Projet pilote pour favoriser l'insertion professionnelle des enseignantes et enseignants d'immigration récente, subventionné par Patrimoine canadien (AGA de 2024)

Le personnel du Programme pour la francophonie a travaillé de près avec le Centre mondial du pluralisme (CMP) pour parvenir à une entente sur la tenue d'une formation de trois jours à l'automne, qui devait constituer la principale activité de prolongation du projet.

Toutefois, le CMP a informé la CTF/FCE début juin qu'il mettait fin à ses programmes éducatifs en raison d'une réorientation stratégique. Le personnel réévalue donc actuellement si cette activité pourra avoir lieu ou non. Le rapport final devra être soumis à Patrimoine canadien d'ici avril 2027.



Article 43 du Code criminel

QUE la CTF/FCE plaide pour que le *Code criminel* du Canada assure, avec l'article 43 ou d'autres articles, une protection adéquate et sans équivoque aux enseignantes et enseignants qui interviennent physiquement pour empêcher un ou une élève de se faire du mal ou de faire du mal aux autres. (AGA de 2020)

Nous attendons des nouvelles du cabinet du ministre de la Justice avant de décider des prochaines étapes.

Le Bureau de direction et l'équipe de la CTF/FCE continueront d'agir pour contrer la violence à l'école, notamment en menant une campagne de sensibilisation du public, en offrant du soutien adapté à nos OM/OA et à leurs adhérentes et adhérents, en organisant des événements, en réalisant des sondages et en mettant à jour régulière la page « Passez à l'action » du site Web.






Soutenir les élèves des Premières Nations, métis et inuit

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la CTF/FCE fasse pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il augmente le soutien aux élèves des Premières Nations, métis et inuit afin de remédier aux iniquités historiques et systémiques en matière de résultats scolaires. (AGA de 2025)

Le Conseil d'administration recevra de l'information sur ce point à sa réunion de novembre 2026. La CTF/FCE poursuivra ses efforts d'action politique en tenant compte de sa sphère d'influence et de ses capacités ainsi que des recommandations du Comité consultatif de l'éducation autochtone.



<p>Combattre et faire reculer la privatisation de l'éducation</p> <p>QUE la CTF/FCE déploie les efforts nécessaires pour combattre et faire reculer la privatisation de l'éducation en mettant en œuvre un plan de recherche et d'action politique élaboré en consultation avec le Réseau national de recherche du personnel enseignant et le Réseau national des communications stratégiques, et qu'elle fasse de ce dossier une priorité. (AGA de 2024)</p>	<p>Le rapport de la deuxième étape a été présenté au Bureau de direction en juin. Le rapport final sera présenté dans les deux langues au Conseil d'administration à l'automne et sera publié sur l'Espace membres à l'intention des OM/OA.</p>	
<p>Collaboration avec les Registraires de l'agrément du personnel enseignant Canada</p> <p>QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants collabore avec les Registraires de l'agrément du personnel enseignant Canada (RAPEC) afin de convenir d'une façon de faire pour que de l'information soit envoyée régulièrement à son Conseil d'administration. (AGA de 2025)</p>	<p>La CTF/FCE a fourni aux OM/OA des modèles de lettres à adapter et à envoyer aux ministres et aux sous-ministres de l'Éducation des provinces et territoires afin que ces personnes fassent pression pour que les RAPEC reprennent leurs activités et communiquent avec la CTF/FCE.</p>	
<p>Objectif stratégique 3 : Renforcer et défendre l'éducation publique au Canada et dans le monde.</p>		
<p>Protections et droits transfrontaliers des travailleurs et travailleuses</p> <p>QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. se montre solidaire des travailleurs et travailleuses au Canada et aux États-Unis, et s'engage à continuer de défendre les protections et les droits transfrontaliers de ces personnes; 2. continue de rechercher des occasions de tisser des liens avec des organisations syndicales de l'éducation d'autres pays afin d'échanger des stratégies et des ressources, et de créer une solidarité autour des difficultés communes; 3. s'oppose activement aux politiques, aux accords commerciaux et aux pratiques des entreprises qui minent les droits des travailleurs et travailleuses; 4. incite les gouvernements et les décideurs à plaider pour des normes du travail équitables dans les accords commerciaux internationaux et exerce des pressions pour que les droits des travailleurs et travailleuses soient reconnus comme des éléments fondamentaux de tout accord commercial. (AGM de 2025) 	<p>Une déclaration a été publiée en janvier sur le site Web de la CTF/FCE et a été soumise au gouvernement du Canada. Une invitation à appuyer la déclaration a été envoyée à des organisations nationales et autres comme l'ACCPU, la CSQ et le CTC, de même qu'à l'Internationale de l'Éducation afin qu'elle transmette la déclaration à la Confédération syndicale internationale et à l'Organisation internationale du Travail.</p>	



Combattre et prévenir la haine dans les écoles canadiennes — Aider à la diffusion de la boîte à outils du Réseau canadien anti-haine

QUE la CTF/FCE appuie le document Combattre et prévenir la haine dans les écoles canadiennes : Une boîte à outils du Réseau canadien anti-haine, et qu'elle le transmette aux organisations membres en les incitant à le distribuer à leurs membres. (AGA de 2024)

La CTF/FCE en a fait la promotion en juin après que le Réseau canadien anti-haine a revu le document et peaufiné la version française.



Objectif stratégique 4 : Favoriser les liens et la collaboration avec les organisations membres et associées et entre elles afin de mener à bien les buts de la Fédération.

Désignation des écoles et des établissements d'enseignement comme des sanctuaires ou zones de paix

QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, par l'intermédiaire de l'Internationale de l'Éducation, fasse pression sur les organisations internationales compétentes afin de désigner les écoles et les établissements d'enseignement comme des sanctuaires ou zones de paix, et de faire de leur occupation, de leur conversion à des fins militaires ou de leur destruction par des forces militaires (y compris des forces militaires irrégulières) un crime en vertu du droit humanitaire international. (AGA de 2025)

Un compte rendu a été présenté à la réunion de novembre 2025 du Conseil d'administration.



L'équipe de la CTF/FCE poursuivra ses efforts pour obtenir des rencontres avec le cabinet de la ministre des Affaires étrangères afin de discuter du rôle du Canada en tant que signataire de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.





Rapport financier

Cotisations

Chaque enseignante et enseignant paie 30 \$ par année. À quoi sert ce montant?

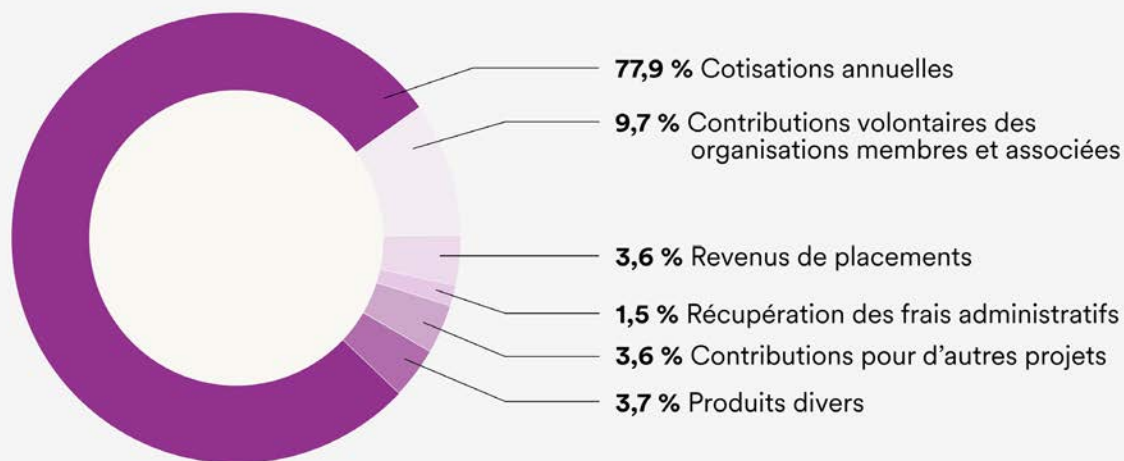


Budget 2025-2026

Produits	Budget approuvé
Cotisations des organisations membres	8 377 000
Cotisations des organisations associées	11 000
Organisations membres et associées — Contributions volontaires	1 194 500
Évènements de la CTF/FCE	205 000
Fonds de dotation	25 000
Projets financés à l'externe	395 000
Produits divers	160 000
Revenus de placements	450 000
Total — Produits	10 817 500

Charges	
Services de direction	2 030 000
Affaires publiques	1 613 500
Programmes et services	3 791 500
Services opérationnels et charges transsectorielles	2 375 600
Adhésions	800 000
Autres salaires et avantages sociaux	6 000
Fonds assujettis à des restrictions internes	220 000
Total — Charges	10 836 600
Déficit de l'exercice	(19 100)

Source des produits



État des produits et charges (pour l'exercice clos le 31 août)

Produits	2025	2024
Cotisations annuelles	8 244 802	7 760 595
Contributions volontaires des organisations membres et associées	1 029 335	859 907
Revenus de placements	382 963	429 055
Récupération des frais administratifs	160 211	199 996
Contributions pour d'autres projets	376 684	469 106
Produits divers	388 429	331 521
Total — Produits	10 582 424	10 050 180
Charges		
Services de direction	1 851 179	1 760 776
Affaires publiques	1 630 099	1 326 251
Programmes et services	3 271 879	3 415 349
Services opérationnels et charges transsectorielles	2 318 146	1 944 561
Adhésions	764 683	724 084
Amortissement des immobilisations	160 418	161 876
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	-	819
Autres salaires et avantages sociaux	460 444	173 640
Total — Charges	10 456 848	9 507 356
Excédent de l'exercice	125 576	542 824



Prix et hommage



PRIX DE PROMOTION DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE

Ce prix salue le service dévoué d'une personne ou d'une organisation sur une longue période et son importante contribution à l'éducation publique.

Marc Spooner, Ph. D.

Candidature proposée par la Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan (FES)

Marc Spooner, Ph. D., est professeur à la Faculté d'éducation de l'Université de Regina. Il a publié des travaux portant sur l'itinérance et la pauvreté, la culture de l'audit, les effets du néolibéralisme et de la privatisation sur l'enseignement supérieur, la justice sociale, l'activisme et la démocratie participative. Il a remporté de nombreux prix en enseignement et a récemment été nommé directeur par intérim du Centre for Educational Research, Collaboration and Development

(anciennement le SIDRU). Il a siégé au conseil d'administration de plusieurs organismes communautaires à Regina et a été membre fondateur du Regina Public Interest Research Group.

Marc Spooner s'est toujours ouvertement opposé aux tests standardisés, et son engagement a contribué à ce que le gouvernement de la Saskatchewan revienne sur son annonce de mettre en place un système complet de tests standardisés en 2013.



PRIX SPÉCIAL

Ce prix vise à honorer les adhérentes et adhérents des organisations membres et associées de la CTF/FCE qui ont grandement contribué à leur organisation provinciale ou territoriale, à la Fédération, au renforcement des droits des travailleurs et travailleuses de l'éducation ou à l'éducation publique en général.



Joel Duff (à titre posthume)

Candidature proposée par la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO)

Joel Duff a dédié sa vie à la défense et à la promotion de l'éducation publique et des droits des travailleurs et travailleuses au Canada. Au fil de sa carrière, il a défendu l'éducation à tous les paliers — de la prématernelle à l'enseignement supérieur — convaincu qu'un système d'éducation publique solide et accessible est essentiel à une société juste et démocratique.

En tant que secrétaire général adjoint de l'OSSTF/FEESO, Joel a fait preuve d'un leadership stratégique et éthique à une période où l'éducation publique était confrontée à des défis importants. Il a soutenu les efforts d'organisation et de mobilisation, a prêté main-forte aux adhérentes, aux adhérents et aux responsables locaux, et a veillé à ce que l'OSSTF/FEESO demeure une voix crédible et intègre au service de la négociation collective et de l'éducation publique.

L'influence de Joel s'est étendue à l'échelle nationale grâce à son engagement au sein de la Fédération canadienne des étudiantes et

étudiants, de la Fédération du travail de l'Ontario, du Congrès du travail du Canada et de l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario. À travers ses différentes fonctions, il a tissé des liens entre les secteurs, promu un syndicalisme démocratique et défendu l'équité, l'inclusion et la solidarité.

Animé par les principes de l'équité et de la justice sociale, Joel a toujours accordé une place centrale aux voix des personnes marginalisées, et œuvré pour que l'action politique et les structures syndicales reflètent les réalités vécues par les élèves et le personnel de l'éducation.

On se souviendra de Joel comme d'un dirigeant intègre, d'un mentor généreux et d'un ardent défenseur de l'éducation publique et des droits des travailleurs et travailleuses. Ce prix rend hommage à son héritage durable et à son empreinte profonde sur l'éducation et le mouvement syndical au Canada.



PRIX SPÉCIAL

Ce prix vise à honorer les adhérentes et adhérents des organisations membres et associées de la CTF/FCE qui ont grandement contribué à leur organisation provinciale ou territoriale, à la Fédération, au renforcement des droits des travailleurs et travailleuses de l'éducation ou à l'éducation publique en général.



Nello Altomare (à titre posthume)

Candidature proposée par la Manitoba Teachers' Society (MTS)

Tout au long de son parcours d'enseignant, de directeur adjoint, de directeur et d' élu, Nello Altomare a grandement contribué à l'éducation publique au Manitoba. Pédagogue dévoué et défenseur de longue date d'une éducation publique équitable et accessible, il a marqué durablement d'innombrables élèves et collègues par son engagement en faveur de l'excellence et de l'inclusion dans les écoles.

Ancien directeur d'école ayant passé une grande partie de sa carrière en éducation au sein de la division scolaire River East, Nello a été élu pour la première fois député provincial sous la bannière du NPD en septembre 2019, avant d'être réélu en 2023. Il a fait preuve, à titre de ministre de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance, d'un engagement indéfectible envers les écoles publiques du Manitoba et s'est attaché à garantir à chaque élève l'accès à une éducation de qualité. Sa passion pour la profession et sa compréhension approfondie des défis auxquels est confronté le personnel de l'éducation resteront

gravées dans la mémoire de toutes les personnes qui ont eu le privilège de travailler avec lui.

Nello était un fervent défenseur des programmes de distribution de déjeuners, de dîners et de collations à l'école, tant à titre de porte-parole de l'opposition qu'en tant que ministre. Il ne cessait de rappeler que la réduction de la pauvreté était essentielle à l'amélioration des résultats scolaires. Avant son décès, le premier ministre manitobain Wab Kinew a annoncé que le gouvernement prévoyait adopter la « Loi de Nello », afin d'offrir un programme universel d'alimentation scolaire. Grâce à cette loi, Nello passera à la postérité comme un pédagogue qui a changé à jamais la vie des élèves du Manitoba. Son héritage perdurera dans chaque classe, dans chaque repas partagé et dans les innombrables vies qu'il a touchées.



PRIX SPÉCIAL

Ce prix vise à honorer les adhérentes et adhérents des organisations membres et associées de la CTF/FCE qui ont grandement contribué à leur organisation provinciale ou territoriale, à la Fédération, au renforcement des droits des travailleurs et travailleuses de l'éducation ou à l'éducation publique en général.



Stefanie Tuff

Candidature proposée par la Newfoundland and Labrador Teachers' Association (NLTA)

Défenseuse dévouée et infatigable du système d'éducation de la maternelle à la 12^e année à Terre-Neuve-et-Labrador, Stefanie Tuff a été au service de la NLTA pendant plus de 20 ans. Son souci du détail et son éthique de travail ont marqué chacune de ses collaborations dans le milieu de l'éducation, au niveau provincial comme à l'échelle nationale. Quiconque a eu le plaisir de la

connaître sait qu'elle a un talent incomparable pour nouer des relations et faire bouger les choses.

Stefanie a occupé de nombreuses fonctions à la NLTA (agente administrative, directrice générale adjointe, puis directrice générale), en plus d'être une véritable mine d'informations pour ses collègues et le personnel enseignant qu'elle accompagnait.



HOMMAGE À UNE ÉDUCATRICE AUTOCHTONE EXCEPTIONNELLE

Cette reconnaissance vise à souligner l'importante contribution du personnel enseignant autochtone dans les écoles publiques canadiennes.



L'aînée Opolahsomuwehs, Imelda Perley, Ph. D.

Candidature proposée par la New Brunswick Teachers' Association (NBTA)

L'aînée Opolahsomuwehs, Imelda Perley, Ph. D., C.M., est une linguiste et une pédagogue wolastoqey dont l'engagement continu envers l'éducation autochtone a laissé une empreinte durable sur les élèves, le personnel enseignant et les collectivités d'un bout à l'autre du Canada. Toute sa carrière, elle a veillé à ce que la langue, la culture et les savoirs wolastoqey soient non seulement préservés, mais aussi valorisés à tous les niveaux des systèmes d'éducation. En tant qu'aînée en résidence au Centre Mi'kmaq-Wolastoqey de l'Université du Nouveau-Brunswick, elle a participé à la création du baccalauréat en éducation Wabanaki — un programme phare qui prépare les étudiantes et étudiants à enseigner selon une perspective autochtone et à honorer les histoires et les peuples de leur territoire. Son action politique a mené à une modification de la *Loi sur l'éducation* du Nouveau-Brunswick rendant obligatoire l'intégration de contenu autochtone dans l'ensemble du programme

d'études de la maternelle à la 12^e année pour toutes les écoles anglophones de la province.

Linguiste de talent se consacrant corps et âme à la revitalisation linguistique, Imelda Perley a enseigné la langue wolastoqey dans des écoles des Premières Nations, des écoles publiques et des universités, en plus d'initier plus de 200 enfants à la pratique des noms spirituels, tissant ainsi une continuité culturelle avec la prochaine génération. Son approche novatrice — qui s'appuie notamment sur des applications linguistiques et des enseignements quotidiens diffusés sur X (Twitter) — a permis à la langue wolastoqey de transcender les générations et les frontières.

Membre de l'Ordre du Canada et lauréate de la Médaille du souverain pour les bénévoles, Imelda Perley nous rappelle que l'éducation est un acte d'amour envers celles et ceux qui viendront après nous. Woliwon.



PRIX HONORIFIQUE

Ce prix honorifique est remis à titre posthume à Murray Sinclair, en hommage à son leadership national et à son apport remarquable à la vérité et à la réconciliation, ainsi qu'à son engagement indéfectible envers l'éducation publique et la profession enseignante, notamment dans le cadre de sa précieuse collaboration avec la CTF/FCE au fil des ans.



L'honorable Murray Sinclair

(à titre posthume)

Candidature proposée par la Manitoba Teachers' Society (MTS)

En tant que commissaire en chef de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, l'honorable Murray Sinclair a contribué à transformer ce qu'on enseigne dans les écoles du pays. En écoutant les survivantes et survivants des pensionnats autochtones et en guidant l'élaboration des 94 appels à l'action, il a placé l'éducation au centre du processus de réconciliation. Sa vision a mené à une refonte des programmes d'études au Canada, qui présentent maintenant les histoires, les cultures, les traités et les langues autochtones de façon honnête et respectueuse. Il a encouragé le personnel enseignant à considérer la réconciliation comme

une responsabilité quotidienne, en plus d'inciter les écoles à mettre en lumière les voix et les savoirs autochtones dans les salles de classe.

Murray Sinclair nous a rappelé que, si l'éducation a causé de profondes blessures par le passé, elle peut aujourd'hui favoriser la compréhension et la guérison. Sa sagesse continue d'inspirer tant le personnel enseignant que les élèves.

Nous rendons hommage à sa contribution exceptionnelle à l'éducation autochtone, à son influence durable sur l'éducation publique et au rôle qu'il a joué pour transformer les classes au Canada.





Restez en contact avec la CTF/FCE

www.ctf-fce.ca



@CTF.FCE



@ctffce



CTF/FCE



@CTFFCE

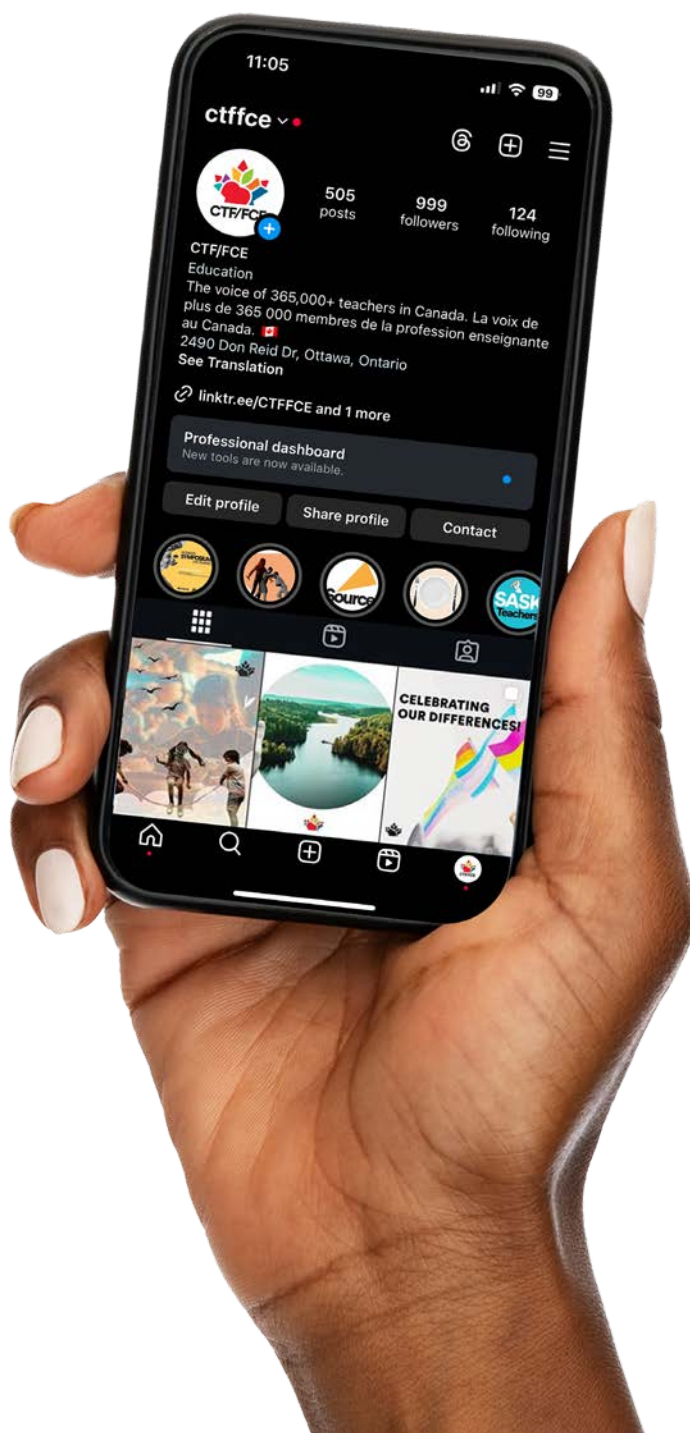
@CTFFCEpresident



@ctffce



@ctffce.bsky.social



This year, CTF-FCE engaged in important work to better understand, strengthen, and model for other associations, approaches to Indigenous Self ID & verification. The Board approved this work, and is now a leader in the critical work of upholding the integrity of Indigenous identity. This process was done with consultation & respect.



Being part of a national organization is important because they ^(CTF) amplify & expand the important issues that member orgs are facing. Examples of this include retention & recruitment, AI, climate issues & more. The resources that CTF is developing in these areas are truly valuable for members.

THE RELEASE OF "IN CONVERSATION WITH JASON SCHILLING" PODCAST ON DECEMBER 15, 2025 PROVIDED ME WITH KNOWLEDGE, INSIGHT AND PRACTICAL INFORMATION IN SERVING AS PRESIDENT OF THE NEWFOUNDLAND AND LABRADOR TEACHERS' ASSOCIATION. IT WAS GENUINE AND REAL. THE PROVISION OF SURVEY OPPORTUNITIES AND DATA BY CTF-FCE IS APPRECIATED AND VALUED BY OUR MEMBERS. RETALIATING AGAINST GOVERNMENT'S DATA AND PHILOSOPHIES WITH FINDINGS THAT WE OWN IS POWERFUL. MY MESSAGE OF SUPPORT TO THE OTHER ADVOCATES FOR PUBLIC EDUCATION IS TO BE UNITED AND STAND STRONG TO ENSURE THAT ALL JURISDICTIONS FIGHT FOR THE TEACHERS WHO PREPARE THE FUTURE LABOUR FORCE FOR OUR COUNTRY. THIS IS PARAMOUNT AS WE MOVE FORWARD. CTF-FCE GIVES THE NLTA SHARED EXPERIENCE AND INVALUABLE NETWORKING". DALE LAMB, NLTA, CTF-FCE BOARD MEMBER

I am so thankful for the work the CTF has accomplished to ensure that student loans for new grads can be forgiven for members working in remote locations. Our members value the amplification of our collective voices across all territories and provinces. Keep up the struggle to protect and fortify publicly funded public education. It is not easy but worth the fight.

LM

David Martin



Being part of a national organization means our provincial voice is amplified on issues that matter most: retention, recruitment, working conditions and the future of public education. The CTF-FCE provides a platform to learn from colleagues across the country, share evidence-based solutions and advocate together for the profession we love.
Audith Shirley, New Brunswick Teachers Association

CTF provides teacher organizations across the country with the opportunity to connect, speak up and support each other. Together we can make real change in public education for educators and learners. Bethany MacLeod, Nova Scotia Teachers Union, CTF/FCE Board Member



I am proud to be a part of an organization that values teachers & advocates on our behalf. The CTF/FCE collective voice gives members a sense of unity, influence & solidarity. The broad & meaningful impact of the CTF/FCE on public education is immense & greatly appreciated! Shelby G. Moore



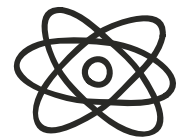
Our membership values having a National voice for teachers and public education - we have more in common than we have differences!
Celine Fillion - MTS

The events of 2025/26 in Alberta have highlighted the critical importance of maintaining teacher solidarity both among teachers and between teacher organizations. I am very grateful to the member organizations and staff of the CTF for their continuing friendship and support in difficult times.
Dennis Theobald, ATA, CTF Board

The most significant impact for OSSTF/FEESO members through their affiliation has been the Federation's leadership in advancing research and advocacy on workplace violence, providing critical support that will strengthen member safety. Martha Prodanov
OSSTF/FEESO

MM

October 2025 saw the largest teacher strike in Alberta's history. This is significant not only for the ATA, its teachers, students and parents, but for all member organizations across Canada. The solidarity formed in a sea of red for all teachers across Canada stood in unity with their Alberta colleagues. Our voices matter, our solidarity matters and public education matters!
- Jason Ich. Hlina, ATA President, CTF/FCE Board Member



This past year has been eye opening in learning about the incredible work and advocacy that the CTF/FCE does in defending the public education system and the rights of educators.

Rita Mueller, Northwest Territories Teachers' Association,
CTF/FCE Vice President

I am deeply appreciative of CTF's strong advocacy with the federal government to include educators in the rural student loan forgiveness program.

This is an important step that will help retain teachers in many communities in need.

PETER DAY
Nova Scotia Teachers Union
CTF/FCE Board member



Canadian Teachers' Federation
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

300, rue Sparks, bureau 200
Ottawa (Ontario) K1R 7S3 Canada
www.ctf-fce.ca

Téléphone : 613-232-1505
Ligne sans frais : 1-877-307-2971
Fax : 613-232-1886

Les bureaux de la Fédération sont situés sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anichinabé.